



© CNRS / Délégation PMA / Étienne Morel

Édito

de François-Joseph Ruggiu,
Directeur de l'InSHS

Le mois de janvier est traditionnellement la saison des vœux et c'est avec plaisir et chaleur que je vous adresse les miens, pour vous, pour tous celles et ceux qui vous sont chers et, bien sûr, pour les unités au sein desquelles vous travaillez [p2]

À PROPOS

Fouille des tuileries de Barbery

Une fouille a été menée à Barbery (Calvados), du 21 août au 26 septembre 2017, sous la direction de Jean-Baptiste Vincent et d'Anne Bocquet-Liénard, grâce au soutien du ministère de la Culture, du département du Calvados et de Normandie Université [p3]

TROIS QUESTIONS À...

François Héran, sur l'Institut Convergences Migrations

Les Instituts Convergences ont été conçus pour fédérer des recherches jusqu'ici trop dispersées, de façon à atteindre une masse critique de rang international. Subventionnés jusqu'en décembre 2025, ces instituts doivent satisfaire à quatre critères [p9]

VALORISATION

Trois éditions pour un salon. *Innovatives SHS* : bilan et perspectives

La question des retombées socio-économiques des activités de recherche en sciences humaines et sociales a de tout temps fait l'objet de controverses sur la nature des « transferts » que ces dernières étaient susceptibles d'engendrer [p13]

FOCUS

Photographie et paysage. Savoirs, pratiques, projets

Si la relation entre paysage, territoire et photographie est l'objet de nombreux travaux, la photographie a été peu étudiée jusqu'alors selon la double optique du projet de paysage et de la genèse des pratiques photographiques [p6]

VIE DES RÉSEAUX

GDR Socio-Anthropologie des Judaïsmes Des mondes juifs pluriels

Le Groupement de Recherche International du CNRS Socio-Anthropologie des Judaïsmes (SAJ) est un réseau international de chercheurs réunis autour d'une approche comparative des mondes juifs contemporains [p11]

ZOOM SUR...

Enjeux de mobilité(s), enjeux de société

La mobilité est un thème des sciences humaines et sociales assez pédagogique dans la mesure où, de prime abord, il parle à toutes et à tous [p16]

CAMPUS CONDORCET # PERSPECTIVES

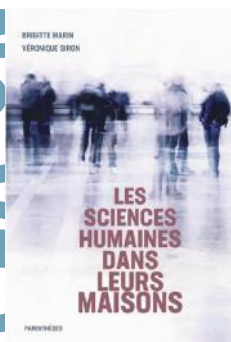
Le Campus Condorcet accueillera le congrès mondial d'histoire économique – WEHC 2021

Le congrès mondial d'histoire économique 2021 sera une manifestation d'ampleur permettant de promouvoir à l'international le Campus Condorcet [p28]

UN CARNET À LA UNE

Un carnet nommé Devhist [p29]

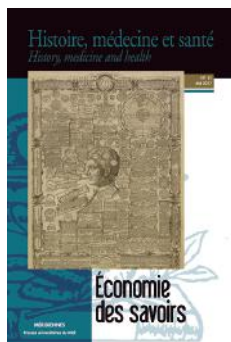
LIVRE



Les sciences humaines dans leurs maisons, Brigitte Marin, Véronique Siron, Éditions Parenthèses, 2018
Les MSH marquent de leur originalité le paysage des sciences humaines et sociales. Progressivement im-

plantées à partir des années soixante de Paris à la Polynésie, de la Bretagne aux Alpes, elles forment un réseau d'une vingtaine de structures de recherche aux principes communs [...] voir toutes les publications

REVUE



La revue *Histoire, médecine et santé*, créée en 2012, publie en français et en anglais des contributions en histoire sociale et culturelle de la médecine, de la santé et du corps (histoire antique, médiévale, moderne

et contemporaine ; toutes aires culturelles). Chaque numéro est constitué d'un dossier thématique, de recensions d'ouvrages et parfois de varia [...] voir toutes les revues

PHOTO



Lavage et triage de minéral concassé, sur une zone d'orpaillage située près du village de Galgouli, au Burkina Faso.



Édito

de François-Joseph Ruggiu
Directeur de l'InSHS

Chères et chers collègues,

Le mois de janvier est traditionnellement la saison des vœux et c'est avec plaisir et chaleur que je vous adresse les miens, pour vous, pour tous celles et ceux qui vous sont chers et, bien sûr, pour les unités au sein desquelles vous travaillez. J'espère très vivement qu'elles connaîtront les succès scientifiques et académiques pour lesquels vous vous engagez tout au long de l'année. Lire, enquêter, écrire, publier, enseigner, documenter, gérer, archiver, administrer, diffuser, connecter..., toutes ces activités quotidiennes dans nos laboratoires demandent, comme bien d'autres, du cœur et de l'énergie et je vous en souhaite beaucoup tout au long de 2018.

C'est également le moment de faire à la fois le bilan des grandes réalisations de l'année écoulée et de dresser les grandes lignes de l'année qui s'ouvre. Pour l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, l'année 2017 a ainsi été marquée par la pleine réalisation de plusieurs entreprises lancées de longue date. C'est le cas d'*Innovatives SHS* dont le troisième salon s'est tenu à Marseille en mai 2017. Tenu en partenariat avec l'IRD et l'Inserm, il a présenté à ses 1200 visiteurs soixante-sept projets de valorisation venus d'unités de recherche françaises mais aussi québécoises. *Innovatives SHS* participe d'une évolution très importante du regard des communautés scientifiques et aussi de nos tutelles envers les actions de valorisation économique ou sociale des recherches en SHS. L'intégration récente de plusieurs projets en SHS dans les programmes de pré-maturation du CNRS en est un autre exemple.

L'année 2017 a aussi vu un changement à la direction de l'InSHS et un renouvellement partiel de l'équipe des Directrices et Directeurs Adjointes Scientifiques. À côté du cœur de notre activité que constitue le co-pilotage des unités de recherche ou de soutien à la recherche, en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, nous avons accentué la place faite à nos missions transversales. Ces dernières incarnent pleinement la dimension nationale de l'action du CNRS à travers, par exemple, le soutien aux réseaux de recherche, y compris internationaux, à la valorisation, à l'information scientifique et technique ou encore au développement des humanités numériques.

Cet accent mis sur nos priorités se retrouve dans notre budget de 2018. Il a, en effet, crû de 3 %, à la suite d'un effort particulier fait par l'État envers la recherche. Une partie des ressources supplémentaires obtenues par le CNRS et donc par l'InSHS ont été affectées aux laboratoires pour renforcer des dotations de base qui avaient pu s'éroder ces dernières années. Une partie

substantielle est allée vers les actions internationales de l'InSHS, vers le soutien à la constitution de réseaux, ou encore à l'Information Scientifique et Technique qui sont pour nous des priorités transversales qui reflètent la valeur ajoutée du CNRS dans le dispositif national des SHS.

Les grands chantiers que porte l'InSHS au sein du CNRS vont connaître au cours de l'année 2018 des avancées décisives. Cela sera, en particulier, le cas du Campus Condorcet, Cité des humanités et des sciences sociales, dont les bâtiments commencent à sortir de terre et qui entre dans une phase intensive de préparation d'une installation des unités de recherche qui aura lieu à l'automne 2019. Les réunions de concertation s'intensifient et au printemps, les équipes de l'InSHS et des délégations régionales concernées, travaillant de concert avec les établissements co-tutelles des unités mixtes de recherche (UMR) iront à la rencontre de tous les collègues, chercheurs et IT, des unités pour organiser au mieux le déménagement. À terme, c'est une proportion considérable des forces de recherche de l'InSHS qui s'installera sur le Campus Condorcet, en particulier autour des sciences de l'écrit, des sciences du territoire et des populations ou encore des études aréales. Parallèlement à la construction du Campus et à la consolidation de sa dynamique scientifique, il appartient donc à l'InSHS et à tous ses partenaires, de réfléchir sur les effets à long terme de l'émergence de ce pôle majeur. L'année 2018 devrait aussi être celle de la stabilisation, au moins partielle, du paysage des Idex puisque plusieurs sites sont engagés soit dans la reconquête de leurs financements soit dans leur confirmation, ainsi que celle de l'évaluation des Labex dans lesquels beaucoup d'UMR et de nos collègues sont engagés.

Enfin, l'année 2018 est celle de l'arrivée au CNRS d'un nouveau président. Comme l'avait fait Alain Fuchs, dont le mandat a pris fin à l'automne 2017, Antoine Petit, nommé en janvier 2018, aura à cœur de fixer à l'organisme les lignes directrices dont il aura besoin pour s'orienter dans les changements considérables que continue à connaître le paysage de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France. Je sais que vous serez tous à ses côtés pour donner à nos disciplines, à nos thématiques de travail ainsi qu'à nos communautés de recherche, l'élan nécessaire pour continuer à s'épanouir, à se renouveler et à figurer au meilleur niveau international. C'est là moins un vœu qu'une certitude.

François-Joseph Ruggiu,
Directeur de l'InSHS

Fouille des tuileries de Barbery



Figure 1 : Photographie par drone des fours en cours de fouille (Arnaud Poirier, Arpanum).

Une fouille a été menée à Barbery (Calvados), du 21 août au 26 septembre 2017, sous la direction de Jean-Baptiste Vincent et d'Anne Bocquet-Liénard¹, grâce au soutien du ministère de la Culture, du département du Calvados et de Normandie Université. Des recherches en archives avaient laissé soupçonner l'existence à Barbery d'un important centre de production de tuiles ayant alimenté la ville de Caen entre la première moitié du ^{xiv}^e et la fin du ^{xviii}^e siècle. À partir d'un plan de 1783, l'équipe a pu délimiter une zone ayant accueilli une partie des tuileries, sur laquelle elle a réalisé en 2016 une prospection magnétique (dix hectares). L'étude a révélé de nombreuses anomalies interprétables comme des fours, semblant confirmer le caractère proto-industriel du site. Cependant, il était impossible de déterminer si ces potentiels nombreux établissements tuiliers se succédaient les uns aux autres ou s'ils fonctionnaient en même temps. Par ailleurs, la forme et les dimensions des anomalies étaient sujettes à interprétation : deux d'entre elles, très proches l'une de l'autre, présentaient des dimensions différentes qui pouvaient être liées à celles des fours

ou à la profondeur d'enfouissement de ces derniers. Un espace de 300 m² comprenant ces deux anomalies a donc été ouvert en 2017, mettant au jour deux fours à une trentaine de centimètres sous la terre végétale.

Ces deux fours se distinguent à de nombreux titres. Tout d'abord, ils présentent des dimensions différentes (7 x 2,50 mètres pour l'un ; 4,10 x 1,80 mètres pour l'autre). Ils se distinguent également par leur plan. Si les deux couloirs de chauffe, séparés par un muret central, forment dans les deux cas un rectangle, l'alandier — foyer — du grand four est ogival, tandis que celui du petit est semi-circulaire (Figure 1). Leur état de conservation, lié à leur mode de construction, est également très différent. Le petit four, construit directement sur le sol naturel, n'est conservé que sur une dizaine de centimètres, tandis que le grand, installé dans une grande fosse réalisée à cet effet, présente encore 1,20 mètre d'élévation.

1. Centre Michel de Bouard - Centre de Recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales (CRAHAM, UMR6273, CNRS / Normandie Université / Université Caen Normandie).



Figure 2 : Les empochements où s'inséraient les départs d'arcs du grand four.

Le grand four se prête, du fait de son état de conservation, à de nombreuses observations. Au sommet du muret central haut d'environ 80 centimètres, des briques légèrement inclinées, posées à intervalles réguliers, constituaient le départ d'arcs dont l'autre extrémité venait reposer dans des empochements situés dans les murs latéraux du four (Figure 2). Ces arcs étaient composés de briques parallélépipédiques retrouvées dans le comblement du four. Ils étaient destinés à soutenir le chargement des tuiles à cuire. Les élévations ne sont cependant pas suffisamment conservées pour que l'on puisse déterminer l'emplacement de l'enfournement et du défournement. Si l'on observe quelques autres briques dans l'architecture du four, ce dernier est construit principalement en tuiles, dont certaines étaient probablement crues au moment de la construction du four. La même observation a pu être effectuée sur d'autres sites, et interprétée comme l'utilisation de rebuts de cuisson pour la construction ; des recherches plus récentes amènent à se demander si la terre

crue n'était pas en réalité utilisée volontairement du fait de ses propriétés. On observe encore dans l'architecture du four les traces de différentes réfections, liées à la dégradation de la paroi à la suite des cuissons répétées. L'installation de ce four dans une excavation et sur un sol argileux a rendu nécessaire la construction d'un système de drainage, observé sur plusieurs mètres.

Un premier résultat d'analyses au carbone 14 permet de situer le fonctionnement de ce grand four dans la première moitié du ^{xv}^e siècle. Cette datation, qui devra être confrontée aux datations archéomagnétiques menées par Philippe Lanos², CNRS, Iramat-CRP2A, fournit d'ores et déjà un indice pour la chronotypologie des productions. En effet, la fouille a permis de récolter en grand nombre, aussi bien dans l'architecture du four que dans son comblement, des tuiles à crochet décentré et trou de fixation unique (Figure 3). Ce type se distingue aisément des tuiles à crochet centré et à deux perforations (situées de part et d'autre

2. Directeur de recherche CNRS à l'[Institut de recherche sur les Archéomatériaux – Centre de recherche en physique appliquée à l'archéologie](#) (UMR5060, CNRS / Université Bordeaux Montaigne / Université de Technologie Belfort-Montbéliard / Université d'Orléans).



Figure 3 : Tuile à crochet et perforation unique provenant du grand four (20 x 33 cm)

du crochet) que l'on rencontre plus généralement en prospection. Or cette production à crochet décentré a pu être datée archéologiquement, en Île-de-France et aux Pays-Bas, entre le ^{xiii}^e et le ^{xiv}^e siècle. Les productions de Barbery devront encore être comparées avec les premières typochronologies proposées depuis peu dans différentes régions grâce au récent regain d'intérêt de la communauté scientifique pour les terres cuites architecturales, lesquelles pourraient constituer un indice de datation dans certains contextes archéologiques. Les sources écrites (Adrien Dubois, Craham) permettent quant à elles de repérer, dès les ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles, les familles de tuiliers officiant à Barbery, en particulier les Lemière. Ces marchands de tuiles sont apparentés à des marchands de bois, ainsi sans doute qu'à des bourgeois de Caen, voire à un maître de l'artillerie du château de cette ville à la fin du ^{xiv}^e siècle.

La fouille a également mis au jour de nombreux éléments de calage en terre cuite, qui ont conservé l'empreinte des tuiles avec lesquelles ils étaient en contact. Ils devraient permettre de documenter l'organisation de la charge des tuiles dans le four.

Elle a aussi révélé plusieurs systèmes de fosses et fossés, sans doute liés à l'extraction ou au travail de l'argile. Cependant, la densité d'établissements mise en évidence dans cet espace par la prospection magnétique n'autorise pas pour l'instant à rattacher ces structures à une unité de production précise.

En vue de mieux cerner l'organisation de ces établissements, de repérer en particulier les halles de séchage, habitations, dépotoirs et chemins liés à la production et que la fouille n'a pas permis de révéler, une prospection électrique a été réalisée pendant l'opération par Guillaume Hulin³. D'autres analyses — observations macroscopiques, analyses granulométriques⁴, chimiques et pétrographiques — ont été menées en 2017 (Figure 4). Elles mettent déjà en évidence l'utilisation d'un seul type de matériau argileux, présent aujourd'hui encore à la Queue de l'Étang (à 500 mètres au Nord Est de la zone de fouille), là où les sources écrites mentionnaient l'exploitation de l'argile au ^{xvi}^e siècle. Elles devraient également permettre de poursuivre l'étude de la diffusion. Les sources écrites offrent déjà quelques pistes à ce sujet (châteaux de Caen, Falaise, Thury-Harcourt...), mais on cerne mal l'ampleur de la production avant le ^{xvii}^e siècle.

Il est cependant déjà certain que le site de Barbery offre un exemple d'une économie proto-industrielle dès la fin du Moyen Âge, probablement favorisée par les investissements d'établissements monastiques et de seigneurs locaux. Reste à tenter d'identifier la part de ces établissements dans les transferts de savoir-faire que paraissent manifester la comparaison des typochronologies de la Normandie aux Pays-Bas en passant par l'Île-de-France.



Figure 4 : Ensemble des prélèvements d'argile, réalisés avec l'équipe CNRS LETG-Caen.

contact&info

► Jean-Baptiste Vincent,
CRAHAM / Normandie Université
jbarcheo@yahoo.fr

3. Institut National de Recherches Archéologiques Préventives, Laboratoire Milieux Environnementaux, Transferts et Interactions dans les hydro-systèmes et les Sols (METIS, UMR7619, CNRS / EPHE / Université Pierre et Marie Curie).

4. Laboratoire Littoral - Environnement - Télédétection – Géomatique (LETG, UMR6554, CNRS / EPHE / Université d'Angers / Université de Brest / Université de Caen / Université de Nantes / Université de Rennes 2).

Photographie et paysage. Savoirs, pratiques, projets



Terrae memoriae 2009, au point le plus élevé d'un terroir du Nord © Edith Roux

Les pratiques et les savoirs relatifs au paysage en mutation

Si la relation entre paysage, territoire et photographie est l'objet de nombreux travaux, la photographie a été peu étudiée jusqu'alors selon la double optique du projet de paysage et de la genèse des pratiques photographiques. Le programme de recherche *Photographie et paysage. Savoirs pratiques projets*, financé par l'Agence nationale de la recherche¹ et qui vient de se clore, a mobilisé des points de vue disciplinaires et des compétences propres à chacun de ces deux domaines. Il cherchait à comprendre comment le paysage se construit dans l'interaction entre paysagistes et photographes, souvent associés aujourd'hui. Il souhaitait également montrer comment le projet de paysage déplace la photographie et réciproquement. Un objectif majeur de *Photopaysage* était de contribuer ainsi au renouvellement de la culture aménagiste et au débat culturel sur le paysage.

Construire plusieurs ensembles d'études stratégiques

Photopaysage a choisi de rassembler trois corpus photographiques stratégiques :

1) les archives photographiques du géographe américain John Brinckerhoff Jackson, théoricien du paysage culturel reconnu internationalement ;

2) les productions de paysagistes-photographes et de photographes ayant collaboré dans un projet de paysage ;
3) des productions d'artistes photographes ayant une relation privilégiée avec le paysage. Pour construire ces corpus, il fallait comprendre le processus de production photographique.

L'équipe a réalisé plusieurs campagnes d'entretiens avec les différents acteurs (photographes, paysagistes, praticiens, commanditaires) visant à retracer les conditions de la création et à étudier de façon concrète les lieux et dispositifs de production des images et des projets de paysage. Des analyses croisées ont été réalisées autour des projets, des photographies et de l'expérience paysagère des territoires. L'interdisciplinarité a permis de saisir les articulations entre les domaines de l'espace et de l'image.

Une histoire de l'aménagement du paysage par la photographie

La relation de la photographie avec l'aménagement des territoires, la fabrique de paysages, leur préservation et leur mise en valeur relève d'une histoire longue de plus d'un siècle et demi. Les grandes missions du XIX^e siècle, aux États-Unis ou en France, ont contribué à façonner un imaginaire propre à la photographie de paysage. Le paysage devient matière à aménager pour les commandes publiques du XX^e siècle qui, en France, ont témoigné des

1. Coordonné par Frédéric Pousin, directeur de recherche au CNRS, porté par l'unité *Architecture Urbanisme Société : Savoirs, Enseignement, Recherche* (AUSser, UMR3329, CNRS / Ministère de la Culture), le projet ANR-13-BSH3-0008-01 a associé le Laboratoire de recherche en projet de paysage (LAREP) de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles et l'Institut des Textes et Manuscrits Modernes (ITEM, UMR 8132, CNRS / ENS) par le biais de Monique Sicard, chargée de recherche CNRS. Le projet a commencé en janvier 2014 et a duré 42 mois.

transformations majeures du territoire national, de la reconstruction à la désindustrialisation. La mission photographique de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) a été le déclencheur de nombreuses initiatives, dont les observatoires photographiques du paysage en France et en Europe. La photographie de paysage subit aujourd'hui l'influence manifeste des *New Topographics* américains et de l'École de Düsseldorf, terrain d'élection d'une « Nouvelle objectivité ». Son effet sur les projets et travaux des paysagistes méritait d'être étudié.

Les études menées dans le cadre de ce programme sur la rencontre entre une histoire du paysage ordinaire aux États-Unis et le mouvement photographique des nouvelles topographies, l'approche comparée des missions photographiques — France, États-Unis, Italie — ou encore les enquêtes menées sur les observatoires photographiques du paysage en France ont permis d'affiner la connaissance d'un champ de recherches actuelles.



Site web PhotoPaysage ©2017 PhotoPaysage

Retracer le processus de création photographique et étudier les actions sur le paysage

Visant la double compréhension du paysage et de la photographie, celle de leur co-évolution, l'équipe de l'ITEM a mené une réflexion fondée sur un travail de terrain pour retracer les processus de création des photographies de paysage. La toute nouvelle « Critique génétique photographique » a fourni les outils conceptuels permettant de saisir dans leur profondeur et leur complexité la dynamique des relations entre photographie et paysage. À l'instar de la critique génétique littéraire née, quant à elle, à la fin des années soixante, il s'agit de ne pas s'en tenir à l'œuvre achevée mais de remonter le plus loin possible dans l'avant-œuvre — ici, l'avant-image —, de retracer au mieux les processus de la création, sans négliger la part expérimentale ni l'attente et le surgissement de l'imprévisible.

Partis du constat que les photographes sont associés aux opérations d'aménagement des paysages, sans que les motivations de leur intervention ne soient toujours clairement explicitées, l'objectif est d'en éclairer la compréhension.

Un site comme instrument de recherche dans la durée

Le site Photopaysage — hébergé par la Très Grand Infrastructure de Recherche (TGIR) Huma-Num — marque la volonté de rassembler les travaux réalisés dans le cadre du programme de recherche selon trois rubriques principales.

La rubrique *Exploration* permet de recueillir les extraits d'entretiens réalisés avec les paysagistes et les photographes, sélectionnés afin de représenter la diversité des positionnements et des pratiques de collaboration. Les études de cas mises en forme, les articles de recherche, constituent des ressources consultables ayant vocation à s'enrichir.

La rubrique *Circulation* accueille les résultats des journées d'étude et des conférences internationales. Un tel programme trouve son sens dans le dialogue entre les différents contextes culturels. Il n'est d'ailleurs pas imaginable aujourd'hui d'envisager une approche de la photographie ou du paysage qui ne s'appuie sur les échanges et les circulations des personnes et des idées.

La rubrique *Transmission* présente les expériences pédagogiques réalisées en collaboration avec des institutions de formation au paysage, à l'architecture et à la photographie. Les productions de cette rubrique visent à expliciter la notion de projet de paysage comme celle de projet photographique. Elles constituent ainsi un ensemble de ressources mobilisables pour traiter de la transformation des paysages par la photographie auprès de publics divers.

Deux volumes scientifiques



L'ouvrage *PhotoPaysage, Débattre du projet de paysage par la photographie*² cherche à instruire le rôle joué par la photographie dans les actions de gestion et de transformation des paysages ainsi que dans les débats auxquels celles-ci peuvent donner lieu. C'est l'actualité de ce débat que ce volume a pour ambition de refléter et nourrir. Ainsi, outre les essais scientifiques (Sonia Kervavel, Raphaële Bertho, Tim Davis, Chris Wilson...), il accueille la production de photographes (Alexandre Petzold, Edith Roux, Geoffroy Mathieu, Bertrand Stofleth, Debora Hunter) et la parole de paysagistes (Pascale Hannetel, Valérie Kauffmann, Catherine Mosbach, Gilles Clément, Laurie Olin).

2. Pousin F. (dir.) 2018, *Photopaysage. Débattre du projet de paysage par la photographie*, Editions du EFFA.



Paula
Square Charles Fourier
Vitry-sur-Seine

Square Charles Fourier, Vitry-sur-Seine, projet Paula Paysage © Emmanuelle Blanc

*La fabrique photographique des paysages*³ rassemble plusieurs essais théoriques et seize entretiens réalisés avec des auteurs photographes choisis pour la richesse de leur œuvre et leur compréhension des processus photographiques. Ces entretiens portent sur les relations entre photographie et paysage ; ils ont été enrichis de travaux réalisés par des historiens, des philosophes, des responsables du monde de la culture : l'historienne Dominique de Font-Réaulx, l'ancien directeur de l'Inventaire général du Patrimoine culturel Michel Melot, la philosophe et paysagiste Sabine Ehrmann, l'historien taïwanais Lin Chi-Ming.

Un ouvrage pédagogique *Les temps du projet au prisme de la photographie*⁴ constitue une introduction au sujet Photographie et paysage. Il présente aussi un ensemble de points de repère pour des institutions de formation. Il articule entretiens et production photographique autour d'un fil directeur : les temporalités du projet. Il fait le choix de déplier la notion de projet dans le temps, afin de montrer les différents usages de la photographie pendant la durée d'un projet, donnant à voir ce qui est habituellement non vu.



3. Sicard M., Crasson A., Andries G. (dir.) 2017, *La Fabrique photographique des paysages*, Éditions Hermann.

4. Pousin F., Keravel S., Loze M-H. 2017, *Les temps du projet au prisme de la photographie*, Éditions UMR AUsSer/CNRS.

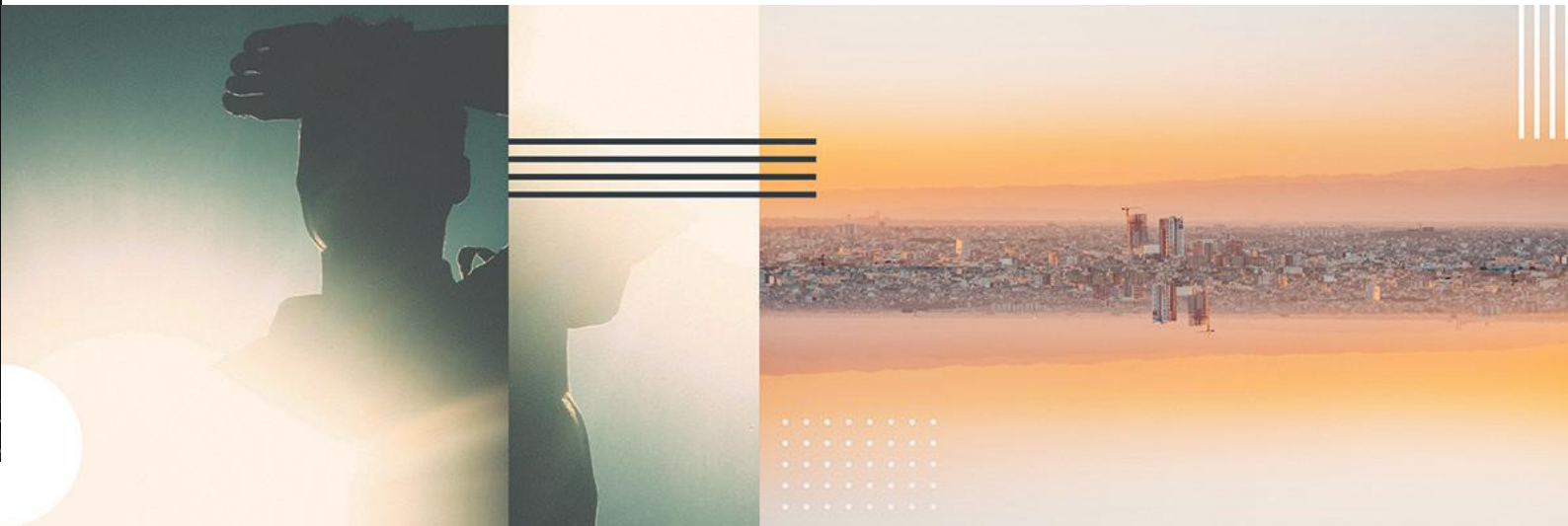
contact&info

► Frédéric Pousin, AUsSer
frederic.pousin@paris-belleville.archi.fr
Sonia Keravel, ENSP
s.keravel@ecole-paysage.fr
► Pour en savoir plus
<http://photopaysage.huma-num.fr>

TROIS QUESTIONS À...

François Héran, sur l'Institut Convergences Migrations (IC Migrations)

Ancien directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), François Héran est sociologue, anthropologue et démographe. Il s'intéresse notamment aux politiques de migrations, d'intégration et de lutte contre les discriminations. Depuis fin 2017, il assure la direction de l'IC Migrations. Il est par ailleurs titulaire de la chaire « Migrations et sociétés » du Collège de France.



L'Institut Convergences Migrations (IC Migrations) est l'un des dix projets retenus en 2016-2017 dans le cadre de l'appel « Instituts convergences » du 2e Programme des investissements d'avenir (PIA2). Dans quel contexte cet institut s'est-il créé, quels en sont les acteurs et en quoi était-il urgent de créer un institut dédié à cette thématique ?

Les Instituts Convergences ont été conçus pour fédérer des recherches jusqu'ici trop dispersées, de façon à atteindre une masse critique de rang international. Subventionnés jusqu'en décembre 2025, ces instituts doivent satisfaire à quatre critères : croiser les disciplines, privilégier un site universitaire, mobiliser au moins 200 personnes et concevoir une formation originale aux niveaux master et doctorat.

L'idée de tirer parti d'un tel instrument pour bâtir un consortium sur les migrations internationales est venue du CNRS et de l'Inserm et s'est propagée à l'EHESS, l'EPHE, l'Ined, l'IRD et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Tous m'ont confié la direction du projet, qui a été retenu par le jury international en mars 2017. Puis, le Collège de France nous a rejoints, à la suite de mon élection sur la chaire « Migrations et sociétés » (dont la leçon inaugurale sera donnée le 5 avril 2018) ; c'est lui qui hébergera l'état-major de l'IC Migrations en attendant l'ouverture du campus Condorcet en 2019. La coordination et la gestion seront assumées par l'InSHS du CNRS.

Par ailleurs, quatre unités mixtes de recherche (UMR) sous cotutelle du CNRS sont associées au projet : le laboratoire Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (Migrinter, UMR7301, CNRS / Université de Poitiers), l'Unité de recherche migrations et société (Urmis, UMR8245, CNRS / IRD / Université Paris-Diderot / Université de Nice Sophia Antipolis), le Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE, UMR8239, CNRS / Sciences Po Paris) et le Centre de recherches internationales (CERI, UMR7050, CNRS / Sciences Po Paris).

Si la « crise européenne des réfugiés », surgie à l'été 2015, a pesé sur la genèse du projet, nous nous sommes accordés d'emblée sur la nécessité de travailler dans un cadre historique et spatial plus large, en veillant à ne pas verser dans le « nationalisme méthodologique ». En l'espace de dix ans, les publications des chercheurs des sept partenaires n'ont cessé de progresser dans les grandes revues ou les grandes collections d'ouvrages. J'ai souligné cet essor dans notre réponse à l'appel, tout en rappelant que les Investissements d'avenir n'avaient pas encore financé d'opération touchant aux migrations. Une lacune que le jury a voulu combler.

Quels sont le périmètre et l'objet de l'IC Migrations ? Quelles sont ses différentes missions et les actions que vous comptez mettre en œuvre ? Comment allez-vous procéder pour mobiliser les communautés scientifiques ciblées par l'IC Migrations ?

Le périmètre est vaste, tant la migration internationale se situe à la croisée des disciplines : non seulement géographie, histoire, démographie, économie, droit, science politique, sociologie, anthropologie, éthique, mais aussi épidémiologie sociale ou infectiologie. Or, aucune structure de recherche ne couvre aujourd'hui toutes ces facettes.

S'il est normal de s'attarder sur l'immigration du point de vue de la France ou de l'Europe, il faut y associer la perspective réciproque et s'intéresser à tous les mouvements de population, comme les migrations au sein de l'Afrique ou celles qui affluent vers les pays du Golfe. On pourrait citer aussi les migrations estudiantines (fort anciennes), les migrations scientifiques, les migrations de retraite (sujet neuf), ou encore l'exil des minorités religieuses, l'ampleur des migrations forcées ou semi-forcées dans l'Outre-mer, le sort des colonies de peuplement, le rôle des étrangers dans la genèse des mouvements intellectuels et artistiques (déjà visible dans l'Antiquité), sans oublier ce que la génétique des populations nous révèle des brassages de populations.

Cela dit, il faudra faire des choix. L'institut compte cinq départements, chacun dirigé par un chercheur de haut niveau, lequel s'appuiera sur un « coordinateur scientifique » financé par le projet. Ils se concerteront avec la direction de l'institut pour fixer les priorités de chaque département. Nous lançons, en février 2018, un appel à tous les chercheurs ou doctorants rattachés aux partenaires de l'IC Migrations. S'ils travaillent sur les migrations et satisfont quelques critères scientifiques simples, ils peuvent demander à s'affilier à l'institut en qualité de *fellows* et avoir ainsi accès aux ressources de l'institut et à son label. Il s'agit d'une part de ressources financières (détaillées dans l'appel) mais aussi, et surtout, de la possibilité de rencontrer, autour de projets communs, des collègues d'autres disciplines et d'autres institutions. Les thèmes traités dépendront largement de leur mobilisation.

Il est prévu que l'IC Migrations soit hébergé sur le Campus Condorcet, Cité des humanités et des sciences sociales, qui doit voir le jour à l'horizon 2019. En quoi cet ancrage est-il important et symbolique pour vous ?

Le Campus Condorcet ouvrira en 2019-2020. Or, l'IC Migrations existe juridiquement depuis novembre 2017. Sur le plan scientifique, nous comptons atteindre le rythme de croisière à la rentrée 2018. Notre ancrage sur le territoire sera donc fort, sans être exclusif. S'il est entendu que l'équipe de direction rejoindra le campus avec les coordinateurs scientifiques des départements, nous n'exigerons pas que tous les chercheurs ou doctorants affi-

liés viennent travailler sur place. Le campus sera un lieu de réunions et d'échanges, il focalisera notre activité de recherche sans la monopoliser.

Le bénéfice sera mutuel. Le campus apportera à l'institut les bienfaits du rapprochement physique et inter-partenaires. En retour, nous lui apporterons deux nouveautés : un volet de recherches en liaison avec les sciences de la vie, via la participation de l'Inserm et de l'IRD, et l'organisation d'un vrai partenariat avec l'environnement local. Cette zone de la région Île-de-France est l'une des plus denses du pays en apport migratoire et nous devons en tenir compte. Outre un conseil scientifique, nous mettrons sur pied un « conseil citoyen » où pourront siéger les autorités locales (ville d'Aubervilliers, ville de Paris, communauté de Plaine-Commune, Conseil départemental de Seine-Saint-Denis), ainsi que le monde associatif, les enseignants, les acteurs de la formation permanente, les entreprises locales, le monde hospitalo-universitaire.

Le jury international a apprécié ce volet de notre projet. Pour cette mission, nous avons dégagé un budget spécifique qui nous permettra d'engager un chercheur ayant l'expérience des partenariats locaux et une connaissance fine des territoires environnants. Notre directrice adjointe, Annabel Desgrées du Loû, suivra de près la connexion de nos activités avec le système de santé environnant. C'est dire le sérieux de notre engagement local.

Institut CONVERGENCES
MIGRATIONS

contact&info

► François Hérán,
IC Migrations francois.
heran@college-de-france.fr

VIE DES RÉSEAUX

GDRI Socio-Anthropologie des Judaïsmes Des mondes juifs pluriels



Talith karaïte, synagogue karate de Ramleh, Israël 2016 © Michèle Baussant

Le Groupement de Recherche International (GDRI) du CNRS Socio-Anthropologie des Judaïsmes (SAJ) est un réseau international de chercheurs réunis autour d'une approche comparative des mondes juifs contemporains. Créé à l'initiative de chercheurs d'un laboratoire toulousain¹, il associait à l'origine des équipes françaises², italiennes, suisses, israéliennes, canadiennes, états-uniennes et argentines.

Trois dimensions sont privilégiées :

- la question des espaces et aires culturelles (méditerranéennes, américaines, européennes) dans lesquels s'inscrit le fait juif ;
- les migrations et mobilités qui en ont façonné la topographie contemporaine tout en affectant les mémoires ;
- la dimension religieuse qui œuvre de manière contrastée selon les lieux et les milieux.

Les disciplines principales mobilisées (anthropologie, démographie, sociologie, science politique, géographie, histoire contemporaine) doivent éclairer le sens que revêt l'appartenance juive à l'heure de la mondialisation et de revendications qui prennent tantôt l'allure de replis identitaires, tantôt celle d'une perte de repères et de références. Il s'agit, autrement dit, d'étudier les mondes juifs, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour ce qu'ils peuvent nous apprendre de nos sociétés où le communautaire, l'ethnique, le religieux sont sollicités et mobilisés aujourd'hui avec une force inédite.

La longue histoire, souvent heurtée, de la diaspora juive et de l'exil, ainsi que sa force d'adaptation et de résistance peuvent

en effet être considérées comme exemplaires pour l'étude des migrations et relations entre les peuples et les cultures en général. Dans le domaine religieux, de multiples mouvements contraires font du monde juif une source d'observation et de réflexion précieuse. S'il n'est pas exempt de tendances au retour et au repli, le judaïsme est aussi marqué par sa modernisation continue. Étudier les juifs, leur culture et leur rapport à leurs contemporains c'est aussi, inévitablement, rencontrer la question du préjugé et de l'antisémitisme dont l'actualité au cours de ces dernières années n'a cessé de montrer la persistance ou la résurgence. Il appartient aux chercheurs de contribuer, en croisant les regards et les enquêtes de terrain à l'échelle internationale, de mettre en perspective et d'analyser ces phénomènes inquiétants. Il appartient aussi à la recherche de mettre au jour la mémoire des disparus et la mémoire des relations passées dans les lieux où les juifs sont désormais absents. Ce sont des chantiers ouverts que les chercheurs aspirent à développer dans les prochaines années.

Depuis 2013, le GDRI SAJ a organisé plusieurs conférences internationales :

« Quels objets pour les sciences sociales du judaïsme contemporain ? » (Toulouse, 2013)

Moment fondateur pour le réseau, cette rencontre a porté sur les modes d'appréhension du fait juif contemporain sous différents angles disciplinaires et méthodologiques. Il s'agissait d'en dessiner les contours en diaspora et en Israël, en termes d'expérience sociale, de croyances et de représentations, de rapports à l'autre, à la religion, à la laïcité, à la nation, à la citoyenneté, à la

1. Le [Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires](#) (LISST, UMR5193, CNRS / Université Toulouse Jean Jaurès / EHESS / ENSFEA).

2. Le [Centre d'études en sciences sociales du religieux](#) (CéSor, UMR 8216, CNRS / EHESS), le laboratoire [Migrations Internationales, espaces et sociétés - MIGRINTER](#) (UMR7301, CNRS / Université de Poitiers) et le [Centre de recherche français de Jérusalem](#) (CRFJ, USR3132, CNRS / MEAE).

mémoire et à l'histoire. Ce premier panorama de la diversité « des judaïsmes » a précisé le projet scientifique du réseau.

« Les espaces de la diaspora, fidélités et centralités multiples » (Toulouse, 2014)

Les chercheurs ont interrogé le sens de l'expérience de la dispersion aujourd'hui selon les lieux de départ et les lieux d'établissement, les durées, la force des ancrages locaux, la diversité des parcours migratoires et des circulations, l'appel vers de nouveaux horizons, la relation à Israël et à d'autres territoires.

« Migrations juives contemporaines, circulations et ancrages » (Montréal, 2014)

Ce colloque a revisité la question des migrations juives aujourd'hui dans un contexte de mondialisation des échanges et de reconfigurations communautaires. De nouveaux parcours ont pris forme que ne résume plus l'opposition entre lieu de départ et lieu d'origine. La circulation obéit désormais à d'autres motifs que ceux des exodes passés, même si on ne peut plus négliger les migrations liées au rejet et à l'antisémitisme.

« Gender, Families, and Transmission in Contemporary Jewish Context » (Jérusalem, 2015)

Les enjeux actuels de la famille, au sens large du terme, en diaspora et en Israël, ont été au centre de cette rencontre. On connaît depuis Lévi-Strauss l'importance de la parenté dans la régulation des échanges sociaux. Dans cette perspective, les transformations les plus récentes de la famille juive ont été abordées, en particulier les transformations des modèles conjugaux (familles recomposées, adoptives, homoparentales) et les transformations de la parentalité liées aux évolutions de l'adoption et aux techniques de procréation.

« The Ghetto Reconsidered: Minority and Ethnic Quarters in Texts and Images » (Venise, 2016)

La notion de ghetto a été revisitée dans une perspective largement comparative à partir de l'histoire du ghetto de Venise jusqu'à la condition des quartiers ethniques contemporains, en passant par les avatars sociologiques du terme et par la figure du ghetto dans le champ de la littérature et de l'art. Des communications ont notamment traité des espaces urbains et domestiques dans l'histoire du peuple juif, des relations entre les juifs et les autres dans les sociétés occidentales contemporaines, ainsi que dans les pays arabo-islamiques et en Israël.

« Egyptian Jews: Memory, History and the Public Transmission of Heritage » (Jérusalem, 2016)

Cet atelier a proposé une réflexion sur l'historiographie des communautés juives d'Égypte et sur le développement récent des travaux sur ce sujet, en Israël et dans d'autres pays. Il s'inscrit dans le champ des *heritage studies*, les mémoires écrites et orales, les pratiques et actions commémoratives et muséologiques, les activités associatives et les projets de conservation. À travers cette thématique, sont abordés les passés multiples des Juifs d'Égypte plus largement des Juifs « Mizrahim » : Comment sont-ils partagés et évoluent-ils dans la sphère publique et dans différents

médias ? Quels sont les acteurs qui les portent et les différents usages dont ils font l'objet ?

« Juifs disparus : enjeux de mémoire. Entre redécouverte et appropriation » (Lausanne, 2017)

Le colloque s'est attaché à comprendre le lien entre les processus de démocratisation, le fait de redécouvrir les traces de communautés juives disparues et le rôle que la « découverte » d'une ancienne présence juive joue dans la reconstruction des mémoires nationales. Les transformations politiques majeures (décolonisation, effondrement de l'Empire soviétique) ont été l'occasion d'une réévaluation sans précédent de la place des communautés juives disparues, d'un travail sur les traces matérielles laissées par cette histoire, d'une réappropriation de cette histoire dans des mémoires nationales.

« Ways of remembering, ways of forgetting: Diasporas in and out of Israel » (Jérusalem, 2017)

Israël s'est construit comme un refuge démocratique pour les juifs de la diaspora, tout en essayant de gommer le passé en diaspora. En dépit des efforts faits pour rassembler tous les juifs en Israël, le pays voit émerger de nouvelles diasporas en son sein et à l'extérieur. Il peine encore à intégrer les diverses populations d'immigrants. Aujourd'hui, plusieurs conceptions du passé, du présent et du futur s'opposent au sein de la société israélienne. À travers différentes enquêtes, le colloque s'est attaché à analyser la complexité de ces enjeux de mémoire.

Par ailleurs, des journées jeunes chercheurs et un séminaire à l'EHESS ont contribué à l'animation scientifique du réseau. Les travaux du GDRI SAJ ont été publiés ou sont en cours de publication dans des ouvrages ou dans des numéros de revues³. Un [carnet de recherche](#) a également été mis en ligne sur Hypothèses.org⁴ : il offre aux chercheurs la possibilité de s'informer mutuellement de l'avancée de leurs travaux et de dialoguer, convaincus que la recherche en général, a fortiori sur un monde juif dispersé sur plusieurs aires culturelles, ne peut aujourd'hui que gagner à son internationalisation.

Chantal Bordes-Benayoun,
directrice de recherche CNRS, coordinatrice du GDRI

contact&info

► Michèle Baussant, CRFJ
michele.baussant@gmail.com
► Pour en savoir plus
<https://saj.hypotheses.org>

3. Bordes-Benayoun C. (dir.) 2015, *Les judaïsmes. Approches socio-anthropologiques*, Editions Honoré Champion.

Gross M., Nizard S., Scioldo-Zürcher Y. (eds.), *Gender, families and transmission in the contemporary Jewish context*, Cambridge Scholars Publishing, 2017.

Bordes-Benayoun C. (dir.) 2016, « Judaïsmes : parcours dans la modernité », in *Diasporas* 27.

Tank S., Endelstein L., Morvan Y. (eds.) 2017, Mondes juifs en mouvement. Frontières, porosités, circulations, in *Archives des Sciences Sociales des Religions* 177.

4. Carnet développé par Michèle Baussant (CRFJ/Jérusalem) et Giorgia Foscari (doctorante, Ca Foscari, Venise).

VALORISATION

Trois éditions pour un salon Innovatives SHS : bilan et perspectives

Pierre-Yves Saillant, commissaire d'exposition et chargé de mission pour l'InSHS, présente ici le bilan des trois dernières éditions du salon Innovatives SHS. Ce bilan sera suivi dans une prochaine lettre d'une réflexion prospective sur l'innovation en sciences humaines et sociales et sur les initiatives qui seront prises dans ce domaine par l'institut.



Affiches des trois premières éditions du salon Innovatives SHS © Sarah Landel, CNRS

La question des retombées socio-économiques des activités de recherche en sciences humaines et sociales a de tout temps fait l'objet de controverses sur la nature des « transferts » que ces dernières étaient susceptibles d'engendrer.

La problématique d'évaluation relative aux champs des innovations issue de la recherche fondamentale avait inspiré la puissance publique dès la fin des années 60 avec la création de l'Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (ANVAR, 1967) puis, à l'initiative du CNRS, celle des Clubs Échange Coordination Recherche Industrie (ECRIN) devenus l'Association nationale de valorisation interdisciplinaire de la recherche en SHS auprès des entreprises (ANVIE). Mais c'est avec la promulgation, à l'été 1982, de la loi de programmation qui ajoutait aux missions des organismes de recherche publique celle de valoriser les résultats de la recherche sous un triple point de vue — économique, social ou culturel — que la valorisation intéressa plus directement les SHS. Elle est renforcée moins de vingt ans plus tard par la loi sur l'innovation et la recherche (1999) grâce à un ensemble de dispositions visant à faciliter la participation des chercheurs à des activités de valorisation de leurs recherches.

Entre temps, malgré l'adaptation progressive des organismes de recherche — au rang desquels le CNRS qui crée, en 1992, FIST SA, société filiale de transfert — la question ne cessait d'être posée par les pouvoirs politiques successifs de « l'utilité » de certaines recherches en particulier en SHS. Quelques initiatives, entre la fin des années 1990 et la première moitié des années 2000, vinrent répondre à la critique, mais peu d'indicateurs existaient alors pour disposer de données quantitatives fiables.

Il faudra attendre la création du Réseau Thématique Pluridisciplinaire « valorisation SHS » en 2010, dirigé par François Favory, directeur de la MSH de Besançon, pour que soient posés les critères qui définissent la valorisation des recherches en SHS, après une minutieuse enquête conduite durant trois ans auprès de soixante-dix équipes, sur les pratiques des chercheurs dans les sections pilotées ou co-pilotées par l'InSHS¹.

Fort de cette étude qui précisait le périmètre de la valorisation en SHS en dressant une typologie des actions, cartographiait pour la première fois les pratiques de valorisation, évaluait la pertinence des dispositifs existants, le nouvel Institut des Sciences humaines

1. Favory F. Bigoteau M., Fontaine P., Mirault É., Pehuet N. (dir.) 2013, *Rapport final du RTP Valorisation en Sciences humaines et sociales (InSHS CNRS, 2010-2013)*.

et sociales pouvait définir une stratégie pour développer une culture de la valorisation dans ses unités.

Le contexte d'émergence du salon

La stratégie mise en œuvre sous l'impulsion du Directeur de l'InSHS, Patrice Bourdelais — en concertation avec le Président du CNRS, Alain Fuchs — s'inscrivait dans un processus d'accompagnement de l'évolution de la recherche qui encourage les équipes à mieux afficher leurs activités de valorisation. Suite aux résultats des travaux du RTP Valorisation, il fut envisagé la création d'un événement national, construit sur mesure pour mieux faire connaître la capacité des équipes de recherche, de l'institut comme de celles relevant des établissements partenaires, à répondre aux attentes de la société en favorisant le transfert de leurs résultats vers de grands groupes, des PME, des collectivités locales, le monde associatif.

Fin 2011, un appel à projets (AAP) fut lancé par les pôles Valorisation et Communication de l'InSHS. Ce dernier s'inspirait des critères de classement des actions de valorisations identifiés par le RTP Valorisation² mais donnait une place prépondérante aux « objets » concrets produits par les équipes (logiciels d'expertises ou d'aide à la décision, outils cartographiques, technologies 3D, *serious game*, équipements muséographiques, mallettes pédagogiques, etc.). Il permit d'évaluer le nombre de laboratoires susceptibles de participer à cet événement et d'estimer le coût de l'opération.

Avec une centaine de réponses, l'AAP convainquit les organisateurs du potentiel de faisabilité. Une provision budgétaire exceptionnelle permettrait de faire face à l'organisation pratique et matérielle du salon. Il fut également décidé de recruter un ingénieur spécialisé en manifestations publiques pour assurer le commissariat du salon, ainsi qu'un chargé de mission chargé des relations avec les entreprises.

Toutes les conditions étaient désormais réunies pour lancer les Appels d'offres qui ont structuré le premier salon organisé à l'Espace Charenton, à Paris, les 16 et 17 mai 2013.

L'édition 2013 présentait 47 projets disposant d'un stand et une vingtaine d'autres d'un poster sur un espace dédié de 800m². La scénographie choisie, construite sur une identité partagée, assurait une cohésion visuelle ponctuée de quatre thématiques (Territoire, Patrimoine, Expertise, Éducation) non seulement nées de la pluralité des projets soumis à l'AAP mais également reflétant le classement typologique des actions de valorisations recensées par le RTP Valorisation.

Le succès de cette manifestation, avec ses 800 participants, tint bien sûr à son caractère innovant. Elle permit de démontrer la capacité des recherches en SHS à franchir aisément les limites du monde académique, illustrée par de nombreux transferts vers la société. Elle se singularisa également par une mobilisation sans précédent des équipes qui surent transmettre leur enthousiasme aux visiteurs et à toute la communauté par-delà les frontières disciplinaires.

Bien que des réticences fussent, çà et là, exprimées sur la capacité de la recherche en SHS à franchir le cap de la valorisation économique de sa production, certains lui préférant le vocable

de « bénéfice sociétal », elles pointaient plus l'indigence de l'évaluation, qui relègue au second plan les actions de valorisation développées par les chercheurs, que l'illégitimité d'un tel événement. L'avis global fut cependant jugé suffisamment positif pour envisager une deuxième édition.

Ce fut chose faite deux ans plus tard avec l'édition 2015 qui se tint à la Cité des Sciences et de l'Industrie (CSI) de la Villette. En retenant le symbole d'un lieu qui associe la science et le monde de l'entreprise, l'InSHS choisissait délibérément d'asseoir sa politique d'encouragement des laboratoires ayant fait le choix de valoriser et de transférer leurs acquis vers le monde économique, culturel et social.

Ce nouvel opus réunit, sur les 2000m² de plateau du Centre des Congrès de la CSI, 56 projets répartis en quatre thématiques : Territoire, Patrimoine, Éducation, Santé. Cette dernière supplanta la thématique de l'Expertise retenue en 2013, en raison d'un déficit de projets sur ce thème. Elle fut l'une des surprises de l'AAP ; elle illustrait l'interaction de certaines disciplines (sociologie, anthropologie, psychologie) avec le milieu médical et leur investissement dans la production d'outils répondant à des défis sociétaux (vieillesse, handicap, addictions). Elle se concrétisa à l'interface d'un partenariat avec l'INRA. L'édition 2015 s'ouvrit également à l'international avec la participation d'équipes allemandes et québécoises qui permirent de confronter leurs approches aux nôtres, notamment en matière d'innovations sociales. Le système de comptage totalisa 964 visiteurs.

Les Innovatives SHS en région, Mai 2017

Après deux éditions organisées à Paris, la décision a été prise de l'organiser à Marseille, capitale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec Aix-Marseille Université (AMU), a accueilli le salon 2017. Cette décision est liée à la volonté de mettre en exergue la capacité de tous les pôles régionaux qui structurent aujourd'hui la recherche à recevoir un événement scientifique de portée nationale et internationale. C'est dans ce contexte que Marseille, capitale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec Aix-Marseille Université (AMU), a accueilli le salon 2017. Ce nouvel opus a réuni, outre les équipes nationales, le Fonds de recherche Société et culture du Québec (FRSCQ), les équipes SHS de l'Inserm et de l'IRD pour un focus sur les recherches SHS en Santé.

67 projets se sont répartis sur les 3200m² d'espace divisés en cinq thématiques, Santé, Patrimoine, Territoire, Éducation, Expertise. Le partenariat noué avec deux EPST et le FRSCQ a enrichi considérablement les thématiques du salon en l'ouvrant très largement à l'international puisque, avec la participation canadienne, quatre continents étaient représentés. Ainsi, cinq projets ont été proposés par l'IRD, un par l'Inserm et sept par les Québécois.

À l'instar du Président du CNRS qui avait invité les directeurs d'instituts et délégués régionaux à venir sur place, les instances dirigeantes des organismes partenaires ont cherché à optimiser la visibilité de leur participation à l'édition phocéenne. Ainsi plusieurs manifestations formelles et informelles ont ponctué les deux journées du salon. 1130 visiteurs ont été enregistrés confirmant ainsi que la régionalisation de l'événement n'avait pas minoré sa fréquentation.

2. Voir le Rapport final du RTP Valorisation en SHS, p. 21.

Optimisant les retours d'expériences acquis lors des deux éditions précédentes, le salon marseillais a adopté une scénographie rayonnante centrée sur « l'Agora », place centrale dont la grande porosité avec les stands favorisa la dynamique des échanges entre le public et les exposants sans isoler ces derniers du reste de l'événement. C'est sur l'Agora que se sont déroulées les rencontres Innov'action. Construites sur un format court (45 minutes), réunissant dans une même thématique trois à quatre projets disposant chacun d'une présentation de huit minutes suivie d'un débat animé et modéré par des professionnels des SHS, les Innov'action ont permis, grâce au format retenu, de présenter une quarantaine de projets de valorisation. Cette nouvelle formule succède aux « Rencontre Innovatives SHS » proposées en 2015. Elle répond aux initiatives des exposants qui souhaitaient organiser une « communication ciblée » à destination de partenaires potentiels, dans le cadre du développement de leur projet. Elle satisfait en outre, grâce à son format resserré, à l'augmentation des demandes d'interventions.

L'Agora a par ailleurs reçu deux conférences, l'une à l'initiative du MESRI et la seconde à celle du Réseau National des SATT. De plus, l'audience du salon a permis de réunir pour la première fois l'ensemble des chargés d'affaires des quatorze SATT françaises et les responsables des Services Partenariat et Valorisation des dix-huit délégations régionales du CNRS à l'occasion d'un séminaire de travail organisé conjointement par la DIRE et l'InSHS du CNRS.

Évolution du salon, 2013-2017

Le bilan des trois salons établit clairement que les *Innovatives SHS* ont contribué à identifier 173 équipes inscrites dans une démarche de valorisation socio-économique ou culturelle. Il est également raisonnable de penser que le salon a directement favorisé l'expression d'une montée en puissance des démarches de valorisation dans nos laboratoires avec une variété d'innovations et de transferts illustrés dans presque tous les champs disciplinaires. Entre 2013 et 2017, plus de soixante-quatre contrats de collaborations, dont cinq Labcom, ont vu le jour. Près de dix start-up sont nées d'initiatives parfois présentées lors d'une des éditions du salon.

Les MSH ont, elles aussi, bien perçu l'intérêt de devenir des acteurs proactifs dans l'organisation du salon. Plusieurs d'entre elles ont accepté d'accueillir et d'organiser les auditions de sélection des projets relevant de leur périmètre géographique et elles ont assuré la gestion des missions des chercheurs relevant des mêmes périmètres. En outre, et c'est la bonne mesure de l'enjeu, nombre d'entre elles inscrivent désormais dans leurs AAP le critère de valorisation socio-économique et culturelle des projets soumis. La régionalisation du troisième opus a révélé la capacité des acteurs en présence à s'approprier l'événement pour en faire un enjeu d'affichage des politiques développées au sein de leurs établissements. Ainsi, l'IRD a-t-il saisi l'opportunité d'une édition marseillaise pour renforcer, en y participant, l'engagement de ses équipes à nourrir des démarches de valorisation en confrontant ces dernières à celles des autres équipes présentes, relevant d'autres organismes de recherche. De même, l'Inserm, de façon plus modeste dans sa participation a, lui aussi, saisi l'occasion de faire au sein de ses équipes l'inventaire de celles qui abritent des recherches en SHS porteuses d'innovations valorisables.

Depuis 2013, le nombre de réponses à l'AAP n'a jamais diminué, avec plus d'une centaine de projets soumis ; il augmente même légèrement avec l'affichage de la thématique santé révélée en

À noter

Retrouvez en ligne une sélection de reportages vidéos réalisés par Christian Dury, responsable du pôle Image Animée de l'Institut des Sciences de l'Homme de Lyon Saint-Etienne, lors de l'édition 2017 du salon *Innovatives SHS*.

[En savoir plus](#)

2015, puis érigée en focus en 2017 grâce, entre autres, au partenariat avec l'Inserm et l'IRD. Si les chiffres sont stables, la nature des projets, quant à elle, a considérablement évolué avec un saut qualitatif déjà perçu en 2015 mais remarquable en 2017, tant du point de vue de l'originalité que du degré de maturité des projets et des porteurs. La communauté a désormais intégré le niveau d'excellence qui caractérise les projets retenus pour figurer sur le salon, elle s'est appropriée ces critères et n'hésite plus à faire figurer lors de réponse à des AAP la mention « sélectionné pour le salon *Innovatives SHS* ». Un changement d'état d'esprit s'est donc opéré au fil du temps. Certains projets de valorisation constituent en eux-mêmes de vraies surprises, des innovations inattendues. Cette réalité illustre la capacité des équipes SHS à susciter une innovation originale, en dehors de toute commande publique ou privée, en faisant évoluer le regard sur la discipline. Enfin, même si une évaluation fine des retombées du salon sera conduite pour en tirer des données statistiques fiables, il n'est pas erroné de prétendre que plusieurs projets ont connu des développements économiques très importants à l'issue de leur présentation au salon.

La création du salon *Innovatives SHS* a largement concouru à la prise de conscience de la capacité des SHS à produire des résultats de recherches répondant directement aux enjeux socio-économiques du pays. Après trois éditions, le constat est saisissant. L'édition 2017 a proposé près de 90 % de projets nouveaux ce qui confirme l'évolution des mentalités et l'investissement indiscutable de la communauté scientifique vers une production qui ne néglige plus la valorisation dans son acception économique, sociale et culturelle. Un des premiers constats que cette manifestation a permis de relever concerne l'émulation que suscite la présence simultanée sur un même espace des acteurs de la recherche et de leurs réalisations face à celles des autres équipes présentes sur le salon. La comparaison des expériences, la proximité des champs disciplinaires, leur variété ou au contraire leur éloignement, le partage de techniques communes, sont autant de facteurs de développement d'interactions futures et d'échanges féconds, non seulement au sein de la communauté des SHS, mais aussi à l'interface des disciplines. Un second point, apparu lors des auditions préalables des porteurs de projets pour la troisième édition du salon, concerne l'émergence de projets nés, entre deux éditions, suite à la visite du salon précédent. Cette dimension nouvelle augure positivement du choix stratégique de pérenniser un événement qui s'inscrit désormais dans le calendrier des équipes susceptibles de caler leur production sur celui des éditions à venir.

contact&info

► Pierre-Yves Saillant, InSHS
Pierre-yves.SAILLANT@cnrs.fr

► Pour en savoir plus
<http://bit.ly/2qe8hFE>

ZOOM SUR...

Enjeux de mobilité(s), enjeux de société



Bus bondé sur Marine Drive, avenue en bord de mer à Bombay, Inde © Hervé THERY/CNRS Photothèque

La mobilité est un thème des sciences humaines et sociales assez pédagogique dans la mesure où, de prime abord, il parle à toutes et à tous. Chacun a ainsi l'occasion, régulièrement, de s'interroger sur sa propre mobilité, au sens premier du terme : comment aller à mon travail sans encombre ? Si la famille déménage, comment les enfants iront-ils au lycée ? Comment se rendre sur mon lieu de vacances ? Nous sommes par ailleurs plus ou moins mobiles selon les moments de notre vie et éprouvons alors que la mobilité ne va finalement pas de soi : je me déplace moins facilement enceinte, si j'ai une entorse, si je suis âgé ou handicapé, si je porte une valise ou si je tiens un petit enfant par la main... Elle est un thème de la quotidienneté, ce qui ne facilite pas nécessairement les discours scientifiques car tout interlocuteur du chercheur a son avis sur la question, informé par ses pratiques et à ce titre frappé du sceau, imparable, de l'expérience personnelle.

La mobilité est également un thème politique d'actualité, dans le sens où elle est aujourd'hui fortement intriquée dans la vie de la Cité, qu'il s'agisse des déplacements quotidiens à l'heure de leur nécessaire révision afin de préserver des ressources planétaires épuisables, ou des déplacements contraints de celles et ceux qui fuient la guerre, l'oppression, la faim et viennent solliciter l'hospitalité de nos sociétés.

Elle est également un support de coopération permettant de travailler en interdisciplinarité au-delà des sciences humaines et sociales, par exemple avec l'informatique. Elle est inter-instituts quand elle touche au développement durable dans des laboratoires rattachés à l'Institut écologie et environnement du CNRS.

Au-delà de leur entrée première — saisir en quelques clics les variations des fréquentations d'un quartier, comprendre les mobilités des enfants ou des auditeurs baladeurs — ce que soulignent Julie Vallée, Anthony Pecqueux, Sandrine Depeau et Sonia Chardonnel, et que montre si bien Christophe Imbert en ouverture, est combien la mobilité est finalement une porte ouverte sur des questionnements plus larges — développement durable, migrations, modes de vie — qui intéressent et interpellent le fonctionnement des sociétés.

Stéphanie Vermeersch, DAS InsHS

Les contours mobiles de la mobilité : échelles et enjeux

Christophe Imbert est professeur à l'Université de Rouen, membre du laboratoire *Identité et différenciation de l'espace, de l'environnement et des sociétés* (IDEES, UMR6266, CNRS / Université de Caen Normandie / Université Le Havre Normandie / Université de Rouen Normandie). Ses recherches portent sur l'étude des dynamiques de peuplement en lien avec les mobilités et les modes de vie, principalement en France et à Lisbonne.



Lisbonne, un lieu de mobilités (vue sur le Tage depuis Belem) © Christophe Imbert

La mobilité est une thématique qui concerne l'ensemble des sciences humaines et sociales, ce qui ne va pas sans ambiguïtés sur la délimitation des phénomènes étudiés qui lui sont associés. Le terme est souvent employé au pluriel pour évoquer des pratiques qui prennent place à des échelles spatiales et temporelles très différentes. En fonction de ces échelles, on parlera de mobilités quotidiennes pour les déplacements effectués dans une même journée, de mobilités résidentielles ou de migrations selon qu'un déménagement a lieu à l'intérieur ou non d'un même bassin de vie, ou de mobilités touristiques pour des voyages à longue distance et plutôt occasionnels. Ces catégories ont longtemps servi à délimiter des champs de recherche spécifiques, souvent adossés à des politiques publiques : les mobilités quotidiennes en lien avec les politiques de transports, les mobilités résidentielles en lien avec les politiques du logement et les migrations en lien avec des politiques économiques et familiales.

Les mobilités soumises à mesure

Un grand nombre de connaissances produites sur la mesure des mobilités s'appuient sur des sources de statistique publique généralement issues d'enquêtes nationales récurrentes, comme les recensements de la population (INSEE, 1975, 1982, 1990, 1999 et enquête annuelle depuis 2006), l'Enquête nationale transports et déplacements (INRETS, 1974, 1982, 1994 et 2008), l'Enquête nationale logement (INSEE, 1988, 1992, 1996, 2001 et 2006). Plus rarement, des sources locales ont été exploitées comme les enquêtes Ménages/Déplacements, réalisées auprès d'un échantillon de l'ordre de quelques milliers d'habitants d'une agglomération. Grâce à ces données, des indicateurs globaux résumant les mobilités sont produits et largement diffusés. On sait par exemple qu'en 2006, en France métropolitaine, la fréquence annuelle des déménagements oscille selon les sources de 9,6 % à 11 %¹ et

1. Pan Ke Shon J.-L. et Donzeau N. 2009, L'évolution de la mobilité résidentielle en France entre 1973 et 2006 : nouvelles estimations, in *Population*, 64(4) : 779-795.

que celle-ci varie selon l'âge, le sexe et la catégorie socio-professionnelle. Pour les migrations interrégionales, le taux annuel s'élevait à 1,9 %. On sait par ailleurs qu'en 2008, un jour de semaine ouvré, les Français de 6 ans et plus effectuent en moyenne 3,15 déplacements, qui correspondent à un temps de trajet quotidien de 56,9 minutes et à une distance totale parcourue de 25,4 kilomètres². Les facteurs explicatifs mentionnés ci-dessus interviennent aussi à ce sujet, avec une différenciation plus accusée selon la localisation résidentielle (pôles urbains, banlieues périurbaines ou espaces ruraux).

S'il est vrai que ces connaissances livrent de grandes tendances sur l'évolution des mobilités et des migrations, un grand nombre de déplacements échappent aux catégories statistiques usuelles qu'elles instituent, comme l'ont montré des recherches reposant sur d'autres sources (matériau ethnographique, données administratives ou enquêtes par questionnaires très détaillés). Comment considérer la mobilité d'enfants dont le domicile change au cours d'une même semaine ? Ou celle de personnes qui travaillent à plusieurs centaines de kilomètres de leur domicile ? Ou bien encore celle de jeunes adultes qui visitent pour leurs loisirs plusieurs villes européennes par mois ?

Ces pratiques ne peuvent être mesurées sans qu'au préalable les acteurs de la statistique publique les définissent selon des conventions traductibles dans les questionnaires des grandes enquêtes nationales. Or cela implique de connaître ces pratiques de façon approfondie.

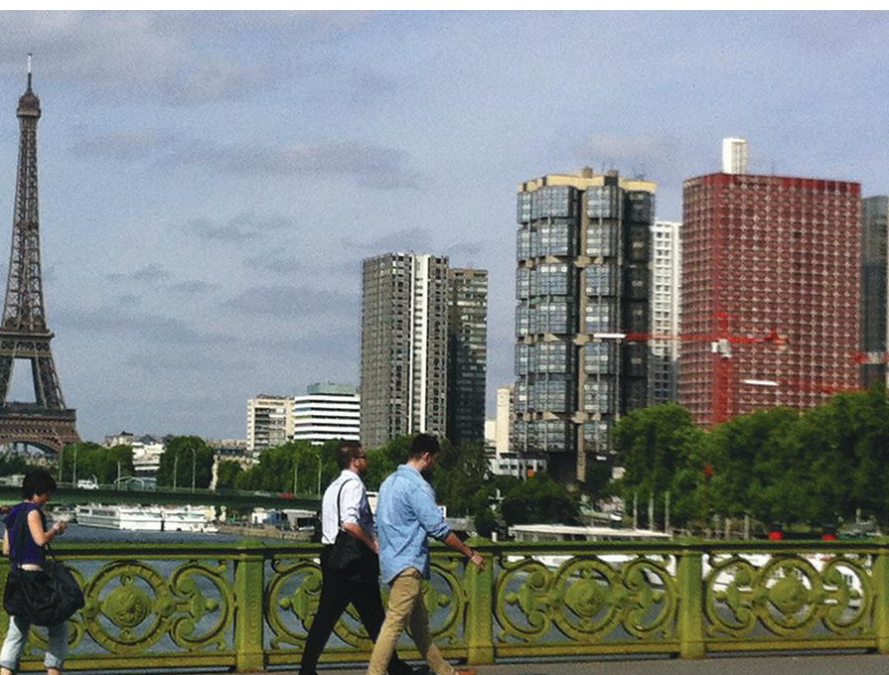
Mobilités et lieux de vie

Pour mieux appréhender ces pratiques, il convient de repartir d'une définition simple de la mobilité : un mouvement qui permet de joindre plusieurs lieux de vie ou d'activité (domicile, lieux de travail, de loisirs, de vacances, de soins, de visites familiales, etc.). Une des grandes tendances séculaires est à un éclatement croissant des lieux de vie et donc à une complexification des mobilités. Les travaux qui l'ont mise en évidence ont progressivement dessiné ce que le sociologue anglais John Urry³ a appelé le « paradigme mobilitaire », à savoir une approche du changement social dans lequel les mobilités sous toutes leurs formes joueraient un rôle de premier ordre.

Pour autant, une mobilité ne perdure que tant que le lien entre deux lieux de vie est maintenu par un individu, si bien que les études insistent le plus souvent sur la relation entre mobilités et ancrages ou immobilités. S'il existe une augmentation des déplacements domicile-travail de très grande distance, c'est que généralement des attaches à proximité du lieu de résidence empêchent une mobilité résidentielle qui rapprocherait lieu de travail et lieu de résidence. De même, si la vision des migrations internationales évolue d'une migration de peuplement vers une vision plus complexe qui tiendrait compte des différents lieux d'attaches des migrants, c'est bien parce que des migrants retournent régulièrement dans leur pays d'origine ou se rendent dans des pays tiers pour rendre visite à des membres de leur famille. Les mobilités évoluent donc avec des changements structurels qui sont liés à la globalisation des systèmes productifs. Ceux-ci renforcent l'attractivité des plus grandes métropoles et l'urbanisation des modes de vie afférente. En 1971, le géographe Wilbur Zelinsky⁴ avait introduit l'expression de « transition mobilitaire », en référence à la transition démographique et à la transition urbaine, pour décrire une tendance à la diversification des formes de mobilité. Celle-ci



Taipei : artères, quartiers résidentiels et centres d'affaires vus depuis le haut de la tour Taipei 101 © Christophe Imbert



Paris : péniches, piétons automobiles et RER à l'entrée d'haut-lieu touristique © Christophe Imbert

2. Armoogum J., Hubert J.-P., Roux S. et Le Jeannic T. 2010, Plus de voyages, plus de kilomètres quotidiens : une tendance à l'homogénéisation des comportements de mobilité des Français, sauf entre ville et campagne, in *La Revue, Commissariat général au développement durable*, décembre 2010 : 5-24.

3. Urry J. 2005, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin.

4. Zelinsky W. 1971, The hypothesis of the mobility transition, in *Geographical Review*, 61(2) : 219-219.

se caractérise par une place croissante des circulations, définies comme des séjours à longue distance qui n'impliquent pas de changement de résidence.

Toutefois, les lieux de vie ne sont pas toujours faciles à joindre, quelle que soit la distance entre ces lieux. La mobilité peut ainsi être vue comme une capacité à se déplacer inégalement répartie dans la population. Ainsi, les ségrégations urbaines sont appréhendées non plus seulement comme un problème de concentration d'habitants pauvres dans certains quartiers, mais aussi comme des localisations résidentielles mal desservies qui rendent difficile l'accès à des ressources de la ville (emplois, loisirs, services publics etc.). C'est aussi une problématique que rencontrent les spécialistes qui travaillent sur les espaces ruraux.

Enfin, une autre avancée dans l'étude des mobilités a consisté dans la critique d'une définition de la résidence qui assignerait un individu à un lieu unique. Il existe fréquemment des situations qui rattachent plus ou moins durablement un individu à plusieurs lieux de résidence : enfants de couples séparés, périodes d'étude ou de début de vie professionnelle, début de la retraite. Là encore, les lieux de vie sont associés à des liens, si bien que les mobilités peuvent difficilement être abordées à l'échelle d'un individu. Non seulement un ensemble de déplacements est destiné à entretenir ces liens, mais ceux-ci sont aussi imputables au fonctionnement d'un groupe domestique et familial. Il n'est pas rare de rencontrer sur la ligne aérienne Lisbonne-Londres la mère lisboète d'un cadre londonien venue lui rendre visite pour garder les petits-enfants pendant quelques jours.

Des lieux de vie mobiles

Ce qui rend l'étude des mobilités plus complexe encore est l'existence de lieux de vie eux-mêmes mobiles. L'ensemble des lieux que fréquente un individu à un moment donné de sa vie

est soumis à un nombre important de fluctuations liées à des événements professionnels (changement de travail, alternance de périodes d'activité et d'inactivité) et familiaux (mise en couple, séparation conjugale, naissance d'enfants et de petits-enfants, décès de parents ou migration d'un membre de la famille).

À travers une approche biographique des lieux de vie, il est possible de voir l'évolution de la fréquentation de ces lieux, de leur fonction et de délimiter ceux qui sont le plus durablement fréquentés. Le recueil dans une grille des trajectoires résidentielles, professionnelles et familiales et les récits de vie permettent de déterminer les causes de l'évolution de la fréquentation des lieux de vie ainsi que le caractère contraint ou choisi de cette fréquentation⁵.

Les mobilités sont ainsi de plus en plus rattachées à l'évolution de modes de vie dont la description et l'analyse se heurtent à la fluctuation des lieux d'ancrage, la désynchronisation des temps sociaux (flexibilité des horaires de travail et d'ouverture des commerces, développement du télétravail) et la mutation des espaces (concentration des activités économiques et des centres de décision dans les grandes métropoles, crise productive de villes petites et moyennes, périurbanisation et renouveau de certaines campagnes). On voit co-exister des modes de vie routiniers et stables avec des modes de vie plus labiles et instables, sans qu'il soit possible d'associer de façon univoque une valeur à la mobilité : parfois positive, elle démontre la capacité des individus à saisir des opportunités à distance ; parfois négative, elle témoigne de l'incapacité d'ancrage des individus qui ne peuvent faire valoir des droits rattachés à une domiciliation.

Il convient d'avoir une vision globale des mobilités pour affronter les enjeux sociétaux qui leur sont associés : développement durable, ségrégations urbaines, vieillissement des populations rurales et gestion des questions migratoires.

5. Imbert C., Dubucs H., Dureau F. et Giroud M. 2014, *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin.

contact&info

► Christophe Imbert,
IDEES

christophe.imbert@univ-rouen.fr



La gare centrale de New-York : un lieu de vie et de mobilité © Christophe Imbert

Mobilités sensibles urbaines. L'exemple de l'écoute musicale

Anthony Pecqueux est chargé de recherche CNRS au sein de l'équipe Cresson dans l'unité *Ambiances Architectures Urbanités* (AAU, UMR1563, CNRS / École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble et de Nantes / École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble / École Centrale de Nantes). Co-rédacteur en chef de *Tracés*, revue de sciences humaines, ses travaux portent, en partie, sur l'analyse des bruits, des sons et des musiques en ville.

Parmi les nombreux tournants que connaissent régulièrement les sciences humaines et sociales, le *Mobility Turn*¹ nous éloigne du paradigme du déplacement (la mobilité comme moyen pour la seule fin de se rendre d'un point A à un point B), au profit d'une mobilité qui peut être une fin en soi, notamment par les activités que les agents y mènent. Le téléphone portable a souvent servi d'étendard pour cette mobilité équipée et engageante : occupée, pour le dire en un seul mot. Comme souvent avec de tels tournants, ils correspondent peu ou prou à « un nouveau nom pour d'anciennes manières de penser » (selon le bon mot de William James à propos du pragmatisme). Dire cela ne revient pas à relativiser les apports du *Mobility Turn*, mais à prendre conscience de ce qui a pu le précéder.

Par exemple, si l'on en croit le sociologue Erving Goffman, les journaux pourraient être de dignes ancêtres du téléphone portable :

Une grève de diffusion des journaux, en 1954, aurait eu pour conséquence de priver les usagers du métro londonien d'un écran derrière lequel se cacher pendant leurs trajets — rien derrière quoi se retirer et garder une contenance. Du coup, ils ont dû apparaître en train de ne rien faire, ce qui pour des Anglais de classe moyenne implique une légère désorientation dans la situation, une forme d'exposition de soi ou de 'sur-présence'.²

Cette anecdote intervient alors que Goffman opère une distinction importante entre l'engagement principal et l'engagement secondaire au sein de nos activités. Cela permet d'appréhender ce qu'on désigne communément désormais sous le terme de « multi-activité » (*multitasking*), à savoir la capacité à faire plusieurs choses en même temps, en prêtant plus ou moins d'attention à ces différentes activités simultanées. Une telle superposition d'activités impliquant des engagements différentiels est particulièrement adaptée au paradigme de la mobilité, puisque même si nous remplissons nos déplacements de quantité d'activités qui vont les enrichir, pour autant nous nous déplaçons bel et bien. Différents artefacts forment pour lui des « sources transportables d'engagement » : non seulement journaux, livres, tricots, mais aussi désormais téléphones portables, lecteurs mp3, etc.

Mobilités sensibles urbaines

La grève des journaux de Goffman n'est pas qu'anecdotique mais rappelle une évidence : les pratiques du monde social n'ont pas attendu les sociologues. L'un des enjeux de l'analyse devient alors de replacer ces pratiques dans le chaînage de leurs émergences, dans leur sérialité. Le premier de ces chaînages pourrait être thématisé sous l'expression de mobilités sensibles urbaines. En effet, il est possible de retracer (à grands traits ici) comment les usages des sens en ville sont progressivement devenus une des façons d'interroger la vie métropolitaine, à partir de la modernité industrielle surtout dans la mesure où elle consacre (entre autres traits décisifs) une profonde mutation à la fois des villes et des moyens et modes de communication.



Écouter de la musique dans le métro, en lisant un journal et en manipulant son portable
© Anthony Pecqueux

Depuis lors, il n'est plus nécessaire d'aller chercher l'information sur (la) place, elle vient potentiellement chez soi ; parallèlement, la ville se traverse plus aisément et rapidement. La porosité grandissante entre vie privée et vie publique, vie du foyer et vie professionnelle, etc., occasionne de multiples modifications, largement documentées. Pour mon propos, il est possible de parler de mobilités sensibles urbaines, à travers lesquelles s'exprime une forme d'analyse sensorielle de la ville. Cette dernière est déjà présente chez les hygiénistes, avant d'être théorisée comme expérience du choc par Walter Benjamin. Au même moment ou presque, émerge la figure du flâneur, qui connaît des prolongements au ^{xx}e siècle avec l'errance surréaliste et la dérive situationniste ; ces variantes contribuent à consacrer le caractère ambulateur, mobile, de cette analyse sensorielle.

C'est aussi dans ce cadre que la figure du flâneur sort de sa sphère esthétique originelle pour caractériser plus largement les citadins des métropoles du ^{xx}e siècle. Elle s'adosse en même temps sur la prédominance de l'œil (son « hypertrophie », dira Isaac Joseph dans *Le passant considérable*), et trouve en certains lieux de la modernité urbaine des terrains d'exercice privilégiés : non seulement les gares, places, passages, mais aussi les transports en commun, puis les centres commerciaux, etc. L'évolution de cette figure est liée à celle des sociétés qui l'accueillent : si le flâneur baudelairien arrête son œil en étant choqué par l'extraordinaire (telle une passante évanescence), l'errant surréaliste cherche dans le théâtre urbain des scènes

1. Sheller M. & Urry J. 2006, The new Mobilities Paradigm, in *Environment and Planning A* 38 (2) : 207-226.

2. Goffman E. 2013 (1963), *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Economica, note 2 : 46-47.

et acteurs pittoresques (les prostituées, les voyantes, les voyous...). La dérive situationniste de son côté s'intéresse plus à l'ordinaire, mais un ordinaire non ennuyeux, créateur de « situations ». Il s'agit alors de se laisser imprégner par les ambiances pour parvenir à une connaissance objective des lieux. À l'opposé de ces figures se situerait une autre, celle du passant indifférent, qui ne regarde que d'un œil — l'homme de la foule ou de l'anonymat urbain. Entre ces deux excès, se dessinent toutes les formes nuancées d'attention et de perception, qui participent d'un « être-en-ville », d'un « faire-l'expérience-de-la-ville ».

La musique relocalisée dans l'espace public

Au sein de ce mouvement général, je voudrais m'arrêter sur l'écoute musicale comme manière de peupler nos déplacements urbains quotidiens. En effet, elle gagnerait également à être replacée dans sa propre série : l'actuel téléphone portable ou lecteur mp3 n'a pas été précédé que par le *walkman* des années 1980, mais au moins déjà par le *ghetto-blaster* des années 1970 ou le transistor des années 1950. Ces différentes innovations sont à replacer dans la série des parades technologiques inventées au cours de la modernité culturelle pour contrer ce qu'on pourrait appeler l'irrécupérabilité sonore : un son ne peut être « touché » ni « tenu », à peine émis il est déjà enfui.

Depuis l'invention du phonographe en 1877, jusqu'à l'actuel format numérique par lequel tend à s'éprouver de plus en plus le rapport à la musique, se trouve ainsi en jeu un processus de miniaturisation du son grâce auquel on peut écouter de la musique sans avoir le musicien avec soi. À partir du transistor, trois facteurs s'agrègent : la portabilité de la musique en tout lieu ; l'individualisation de l'écoute (dans la chambre, avec des oreillettes, etc.) ; mais aussi sa potentielle publicisation. Ces trois facteurs forment la dynamique actuelle par laquelle les technologies de privatisation de l'écoute musicale se trouvent « relocalisées » dans l'espace public — tant sur les pelouses ou plages urbaines que dans les transports en commun, tant pour des usages individuels ou de sociabilité que pour des formes de provocation sonore.

Documenter l'écoute musicale mobile

Munie de ces prémisses, l'enquête ethnographique n'est pas seulement informée par le passé, elle peut problématiser les enjeux des pratiques de mobilité. En l'occurrence, l'enquête a porté sur les auditeurs-baladeurs, ces urbains ordinaires qui écoutent de la musique à travers des oreillettes lors de leurs mobilités urbaines. Cela a consisté à réaliser avec eux leurs trajets habituels (du type domicile / travail) en procédant à une filature ethnographique collaborative à distance moyenne, complétée par des pauses régulières au cours des trajets afin de commenter avec eux aussi bien leur écoute musicale que leurs formes d'attention (ou non) à l'environnement urbain traversé.

Pour ce type d'approche qui vise à restituer au plus près l'action en train de se faire, les méthodes ne sont pas seulement un moyen en vue de documenter et analyser une portion du monde social, mais de véritables acquis du processus d'enquête lui-même. En effet, il ne serait que peu heuristique de plaquer des méthodes élaborées par ailleurs ; elles doivent s'ajuster à l'action dont il s'agit de rendre compte dans tout son univers de sens et d'accomplissement.

En l'occurrence, il s'est agi de moduler en plusieurs endroits la méthode des parcours commentés³, mise en place pour faire parler sur

l'expérience sensible d'un parcours au sein d'un espace pendant la réalisation même de ce parcours ; bref, une méthode qui couple un dire à un faire pour approcher l'expérience sensible d'un espace. Pour appréhender l'expérience musicale des auditeurs-baladeurs lors de mobilités urbaines quotidiennes, la méthode des trajets post-commentés s'est imposée en opérant deux principaux déplacements :

- 1) Pratiquer les trajets des auditeurs-baladeurs et non leur imposer un parcours, dans la mesure où la problématique des mobilités fait porter la focale sur les acteurs qui se déplacent et non sur les espaces en tant que tels.
- 2) Le préfixe « post » vise à ajuster la part de commentaires à l'activité en train de se dérouler, voire aux artefacts utilisés. Ici, l'activité comprend l'écoute musicale d'une part, et la mobilité d'autre part ; ce sont donc des pauses qui ont été aménagées au sein des trajets pour revenir sur ces activités au plus près de leur accomplissement même et à partir des observations notées par l'enquêteur.



Traverser à un feu rouge en écoutant de la musique © Anthony Pecqueux

Se trouve ainsi finement documenté un ensemble de pratiques et de perceptions, pour certaines à peine remarquées par les auditeurs-baladeurs eux-mêmes. Cela permet de dresser un tableau de ces mobilités musicales plus précis que la seule image (certes suggestive mais largement imparfaite) de la bulle isolante dans laquelle se placeraient les auditeurs-baladeurs. Les jeux avec les oreillettes (une, deux ou zéro), avec le volume sonore, la mobilisation accrue des autres sens (spécialement le regard) — voire de l'imaginaire en situation — montrent des ajustements permanents entre les acteurs et leur environnement lors de ces mobilités.

contact&info

► Anthony Pecqueux,
AAU / Cresson
anthony.pecqueux@grenoble.archi.fr

3. Thibaud J-P., « La méthode des parcours commentés », in Grosjean M., Thibaud J-P., 2001, *L'espace urbain en méthodes*, Parenthèses, pp 79-99.

Les mobilités enfantines en milieux urbains : des traces au discours et parcours pour dépasser les limites spatiales

Sandrine Depeau est chargée de recherche au sein du laboratoire *Espaces et Sociétés* (ESO, UMR6590, CNRS / Université Rennes 2 / Université Angers / Université Caen Normandie / Le Mans Université / Université de Nantes). Ses recherches portent sur les mobilités enfantines en milieux urbains et, en particulier, sur les conditions d'apprentissage de la ville et des déplacements. Elle coordonne actuellement le programme MOBI'KIDS (ANR – PRCE 2016-2020). Sonia Chardonnel est chargée de recherches au sein de l'unité *Politiques publiques, action politique, territoires* (PACTE, UMR5194, CNRS / Université Grenoble Alpes / Sciences Po Grenoble). Ses recherches portent sur l'analyse des comportements de mobilité spatiale quotidienne en lien avec les dynamiques urbaines et métropolitaines.



Parking dépose-minute d'une école © Sandrine Depeau

À l'heure où la mobilité s'érige en paradigme de société, où pour encourager les déplacements, diverses technologies envahissent le quotidien des familles, que dire des déplacements urbains des enfants ? Cette nouvelle ère les encourage-t-elle à vivre la ville de façon plus libre ? Comment se situent les générations d'enfants actuelles, en termes d'expérience des mobilités, quand les résultats des recherches dans le domaine semblent depuis plus d'une vingtaine d'années alerter sur une régression significative d'autonomie de déplacements des enfants en milieux urbains, relativement aux générations passées ?

Les dernières grandes enquêtes internationales¹, centrées sur la mobilité des enfants, dressent le constat suivant. Les enfants

auraient de moins en moins l'occasion de parcourir des trajets quotidiens seuls ou même de vivre les espaces de la ville de façon libre. Les déplacements accompagnés d'adultes, notamment motorisés, auraient tendance à augmenter alors même que l'autonomie de déplacements joue un rôle capital en termes de qualité de vie². Ces enquêtes font d'ailleurs état de corrélations entre les indices de bien-être mobilisés dans les dernières études de l'Unicef et les indices de liberté de déplacement et de jeux des enfants en milieux urbains. Elles montrent que les pays ayant un score de bien-être élevé sont aussi ceux qui recensent le plus fort taux d'enfants autonomes durant leurs déplacements quotidiens. Autrement dit, l'autonomie de déplacements ferait le bonheur des enfants et, par conséquent, la qualité de vie en ville.

1. Shaw B., Bicket M., Elliott B., Fagan-Watson B., Mocca E., Hillman M. 2015, *Children's Independent Mobility: an international comparison and recommendations for action*, Policy Studies Institute.

2. Depeau S. 2017, Children in cities: the delicate issue of well-being and quality of urban life, in Bahi-Fleury G., Navarro-Carrascal O. & Pol E. (dir.), *Handbook of environmental psychology and Quality of Life research*, Springer.



Sur le chemin de l'école entre pairs
© Sandrine Depeau

dans des logiques plus complexes ; leur variabilité ne s'explique pas au seul niveau de l'individu mais bien dans le système social (l'entourage, la famille), le système temporel (les temps de vie, les horaires des services, des activités) et le système spatial (le contexte de vie, son accessibilité). L'analyse de la mobilité et des pratiques des espaces des enfants implique de s'intéresser de manière concomitante aux temps quotidiens des enfants et des parents à partir d'une approche multidimensionnelle apte à définir des cultures éducatives face à l'usage des espaces et aux mobilités.

Par ailleurs, les mobilités enfantines sont aussi caractérisées par diverses formes de routines constitutives des régimes de familiarité. Celles-ci contribuent non seulement à façonner le quotidien des familles, mais participent aussi aux modes d'apprentissages des espaces par les enfants. Pour autant, les apprentissages à l'autonomie de déplacement passent aussi par la capacité à faire face à la nouveauté, à l'inconnu et à l'imprévu³. Sans relever de la prise de risques, ces formes s'apparentent à des pratiques ou à des ex-

En outre, les enjeux liés aux transitions écologiques en milieux urbains exigent de reconsidérer la question des mobilités, non plus sous l'angle unique des transports qui rend l'approche à la fois sectorielle et statique, mais sous l'angle de l'accessibilité individuelle. De là, la mobilité des enfants constitue une focale intéressante de la recherche urbaine. Très dépendante de celle des adultes, et de leur « automobilisme », elle représente un levier fondamental pour les politiques publiques et d'aménagement. Elle contribue à ouvrir certains verrous liés au poids des habitudes énergivores en termes de déplacements quotidiens. L'intérêt porté aux mobilités enfantines en milieux urbains permet en effet d'appréhender la problématique des déplacements quotidiens dans une approche multi-échelle et contribue à renforcer les recherches liées aux mobilités actives, en particulier le développement des modes pédestres.

Pour expliquer la diminution des déplacements libres des enfants en ville, les recherches tiennent souvent compte de facteurs spatiaux : nuisances liées au trafic routier, contraintes d'accès dues aux distances de déplacements ou aux difficultés de cheminement comme les traversées de rue. Ce champ de recherche est aujourd'hui bien documenté et se construit en lien avec l'analyse de l'évolution des interdictions parentales. Mais il ne permet qu'une vue partielle. Les mobilités enfantines s'inscrivent

explorations spatiales qui, tout en consolidant les connaissances et compétences, permettent de faire l'expérience d'apprentissages vicariants (ce que l'enfant peut apprendre par l'expérience ou par l'imitation, hors des trames habituelles des routines). C'est aussi dans ce registre de l'informalité que se construit une grande part des préférences enfantines dans leurs rapports aux espaces⁴.

Si la recherche des routines ou des habitudes socio-spatiales (relatives aux modes de déplacement et aux lieux d'activités) constitue un domaine important d'analyse pour la gestion des offres de transport, le champ des pratiques informelles reste plus marginal parce que plus délicat à enquêter. Cette difficulté provient en partie des modes de collecte, classiquement centrés sur des comportements déclarés, plutôt que sur des observations ou enregistrements systématiques qui sont pourtant plus aptes à saisir la part informelle et improvisée des comportements de déplacements des enfants.

Aussi, pour dépasser les enquêtes classiques Ménages/Déplacements, il est nécessaire de produire une connaissance fine, contextualisée et en continu des mobilités et pratiques des enfants dans les espaces urbains. L'essor des outils technologiques liés à la géolocalisation dans le champ des mobilités tend ainsi

3. Depeau S. 2003, *L'enfant en ville : autonomie de déplacement et accessibilité environnementale*, Thèse de Doctorat de 3ème cycle en Psychologie, Université René Descartes.

4. Depeau S., Chardonnel S., Andre-Poyaud I., Lepetit A., Jambon J., Quesseveur E., Gombaud J., Allard T., Choquet C.A. 2017, Routines and informal situations in children's daily lives, in *Travel Behaviour and Society* n°9 : 70-80.

à y contribuer. C'est un des objectifs du programme de recherche interdisciplinaire MOBI'KIDS coordonnée par Sandrine Depeau. Mis en œuvre autour d'une équipe de recherche interdisciplinaire experte dans le domaine des mobilités, il réunit différents partenaires en géographie, psychologie, sociologie⁵, en informatique et géomatique⁶. Le programme vise à développer un dispositif de collecte et d'analyse de traces géolocalisées (déplacements et activités) et enrichies qualitativement, tout en étant adapté à la particularité du groupe social visé : les enfants et leur famille. Il s'inscrit dans la trame de développements méthodologiques éprouvés lors de précédents travaux menés en collaboration avec l'unité Pacte et les deux PME ayant permis la conception d'outils de collecte (capteurs GPS et accéléromètre conçus par l'entreprise RF TRACK), de stockage et de pré-traitement des traces GPS (plateforme mise en place par l'entreprise Alkante et sécurisée en conformité avec les prérogatives de la CNIL). Ces outils sur mesure sont parfaitement adaptés aux populations enquêtées.



Une grande part des recherches mobilisant des données GPS dans le domaine des mobilités enfantines se concentrent principalement sur deux grandes séries d'indicateurs :

- des indicateurs sanitaires, en particulier pour dénoncer la régression des activités physiques de l'enfant et les risques qui lui sont liés (obésité)⁷ ;
- des indicateurs spatiaux/morphologiques pour décrire les particularités de contexte favorables à la marche⁸.

Cependant, ces approches réduisent la notion de contexte à la dimension morphologique en délaissant les aspects psychosociologiques. Pour aller plus loin, le programme MOBI'KIDS contribue à la mise en relation de trois types de données : données géoréférencées ; données discursives de retour sur traces, d'expression d'opinions et de représentations du déplacement urbain ; données d'ambiances relevées à partir de parcours commentés réalisés avec les enfants. Inscrit par ailleurs dans une démarche semi-longitudinale auprès des familles (enquêtées dans la métropole rennaise), ce programme devrait permettre de mieux comprendre les ressorts spatiaux, sociaux et culturels des apprentissages

d'autonomie de déplacement chez les enfants et de prendre la mesure des leviers d'évolution des comportements vers des alternatives de déplacements plus actifs.

contact&info

► Sandrine Depeau, ESO
sandrine.depeau@univ-rennes2.fr
Sonia Chardonnel, Pacte
sonia.chardonnel@univ-grenoble-alpes.fr

5. Rattachés aux laboratoires Espaces et Sociétés (ESO, UMR6590, CNRS / Université Angers / Université Caen Normandie / Le Mans Université / Université de Nantes / Université Rennes 2), Politiques publiques, action politique, territoires (PACTE, UMR5194, CNRS / Université Grenoble Alpes / Science Po Grenoble) et Ambiances Architectures Urbanités (AAU, UMR1563, CNRS / École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble et de Nantes / École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble / École Centrale de Nantes).

6. Rattachés au Laboratoire d'Informatique (EA6300) et à deux PME représentées par RF Track et ALKANTE).

7. Islam M., Moore R., Cosco N. 2014, Child-Friendly, Active, Healthy Neighborhoods: Physical Characteristics and Children's Time Outdoors, in *Environment and behavior* 1-26.

8. Gallimore J.M., Brown B.B., Werner C.M. 2011, Walking routes to school in new urban and suburban neighborhoods: An environmental walkability analysis of blocks and routes, in *Journal of Environmental Psychology* 31 : 184-191.

Les temporalités quotidiennes de la ville

Julie Vallée est chargée de recherche CNRS en géographie au laboratoire *Géographie-cités* (UMR 8504, CNRS / Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / Université Paris Diderot-Paris 7). Sa recherche porte sur les mobilités quotidiennes des populations et les effets de lieu. Elle étudie notamment le rôle des dynamiques quotidiennes dans l'émergence et la reproduction des inégalités de santé. Elle est la coordinatrice scientifique du *Mobiliscope*, un outil libre de géovisualisation des rythmes quotidiens des villes développé par Constance Lecomte avec l'aide de Guillaume Le Roux et d'Hadrien Commenges.

L'action publique face à la mobilité quotidienne des populations

Cibler les territoires pour y mener des actions localisées constitue une stratégie attrayante pour les acteurs publics lorsqu'ils cherchent à réduire les inégalités sociales en matière de santé, d'emploi, d'éducation etc. Sous couvert de justice spatiale, les acteurs envisagent aussi les interventions dans un nombre limité de territoires comme une démarche qui serait à la fois économiquement avantageuse, conforme aux attentes des citoyens d'une plus grande démocratie locale et politiquement plus acceptable, (contrairement à la démarche qui consisterait à cibler des populations en fonction de leur profil ethnique ou racial). Se pose cependant l'épineuse question de l'identification de ces territoires dits « prioritaires ». De fait, cette identification émane souvent de diagnostics réalisés à partir des seules populations résidentes (par exemple, pour les « quartiers prioritaires en politique de la ville ») sans prendre en compte les pratiques spatiales des populations. Cette vision statique et résidentielle de l'espace, que l'on retrouve également dans les travaux relatifs à la ségrégation sociale ou aux « effets de quartier », peut conduire les acteurs politiques à se tromper de cible, par exemple en programmant des interventions à des horaires inadaptés ou en négligeant d'agir dans les quartiers où se déplacent quotidiennement les populations ciblées.

L'ensemble des acteurs gagneraient alors à connaître les rythmes quotidiens des territoires et des populations afin de planifier leurs interventions au bon endroit et au bon moment. Cette approche temporelle de la ville, inspirée de la *time-geography*, constitue un enjeu d'actualité comme l'illustrent les concertations en cours sur l'élargissement des horaires d'ouverture de certains services publics (par exemple, les bibliothèques) ou le dispositif « Renforcements des actions en soirée, le week-end et au mois d'août dans les quartiers de la politique de la ville » lancé dans une quinzaine de villes en 2016.

Les Enquêtes Ménages/Déplacements

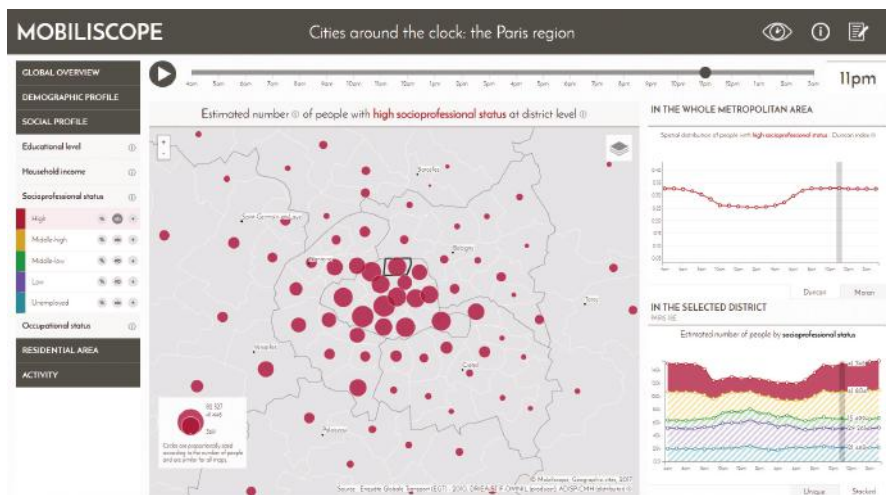
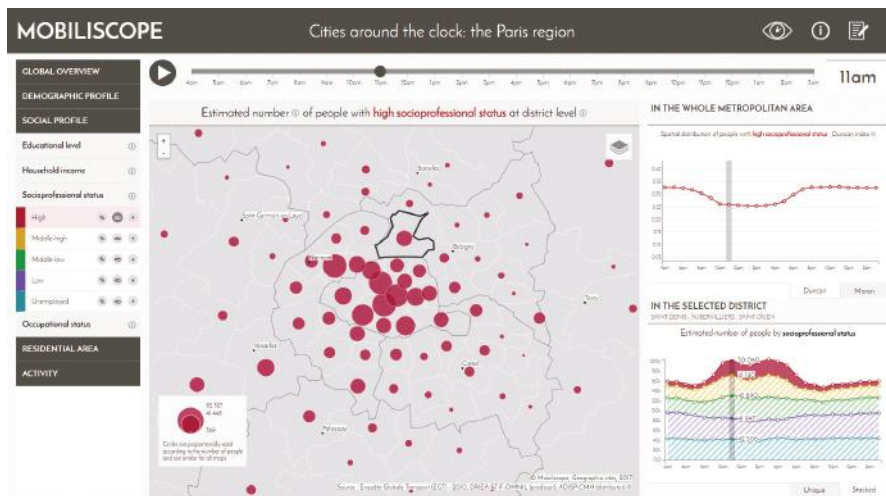
Pour connaître la composition de la population présente heure par heure dans les différents quartiers d'une ville, il importe de disposer de données portant à la fois sur le profil démographique et social des individus et sur leurs déplacements quotidiens dans l'espace et dans le temps.

Contrairement aux données de téléphonie mobile qui ne permettent pas de qualifier socialement la population, les Enquêtes Ménages/Déplacements - EMD (ou Enquête Globale Transport - EGT, en Île-de-France) constituent une source précieuse d'infor-

mation lorsqu'on veut analyser des données individuelles portant conjointement sur les « où », « quand » et « qui ». Ces enquêtes permettent en effet de recueillir des informations précises non seulement sur les déplacements quotidiens (origine, destination, durée, mode de transport, motif...) d'un échantillon représentatif d'individus, mais aussi sur leurs caractéristiques démographiques, sociales et économiques. Conduites tous les 10 ans environ par les collectivités territoriales dans près de soixante agglomérations auprès d'un échantillon représentatif de ménages, ces enquêtes par questionnaire couvrent aujourd'hui 30 % du territoire français et 75 % de la population totale du pays. Accessibles via les Archives de Données Issues de la Statistique Publique, ces bases de données sont d'autant plus riches qu'elles sont harmonisées selon un standard national (« standard CEREMA »).

Question « Où ? »

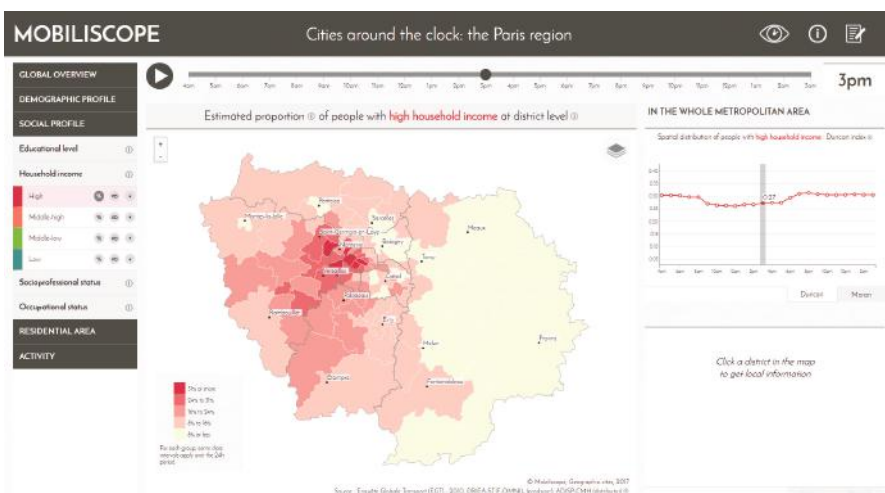
Entre le secteur du 18^{ème} arrondissement et celui frontalier de St-Denis Aubervilliers St-Ouen, quel secteur compte le plus de personnes des catégories socioprofessionnelles supérieures à 11h ? Et à 23h ?



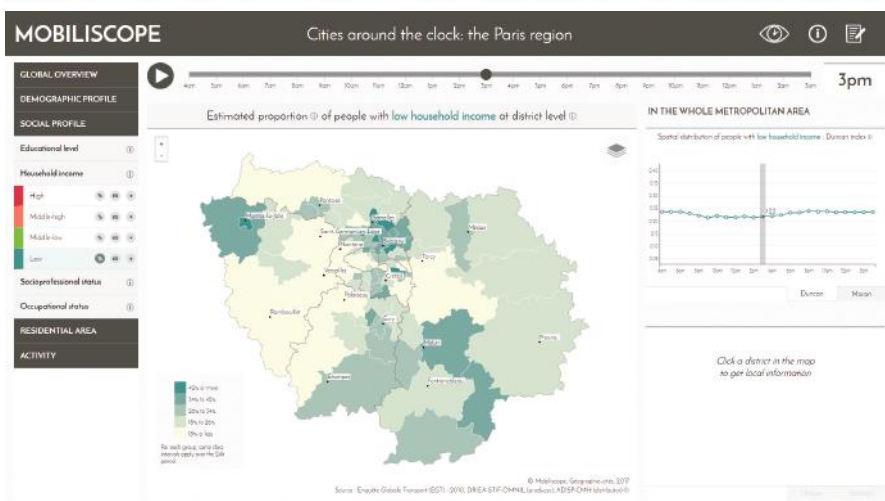
Réponse : St-Denis Aubervilliers St-Ouen à 11h
et le 18^{ème} arrondissement à 23h.

Question « Qui ? »

Est-ce que ce sont les populations riches ou les populations pauvres qui sont les plus ségréguées en Île-de-France ?



Une première recherche menée par Guillaume Le Roux (dans le cadre du projet [RelatHealth](#)) a ainsi permis d'analyser l'évolution de la ségrégation socio-spatiale en Île-de-France au cours des 24 heures de la journée à partir de l'Enquête Globale Transport de 2010 (STIF, OMNIL, DRIEA). En partant des données de l'EGT sur les déplacements effectués un jour de semaine par 25 000 franciliens âgés de 16 ans et plus, des agrégations spatiales (par secteur) et temporelles (par heure) ont permis de produire heure par heure les cartes des divisions socio-spatiales et les indices de ségrégation. À l'issue de ce travail, on a pu observer que la ségrégation sociale était sensiblement moins marquée le jour que la nuit et que les classes supérieures remportaient la palme — devant les classes populaires — du groupe social le plus ségrégué dans l'espace francilien, quelle que soit l'heure de la journée.



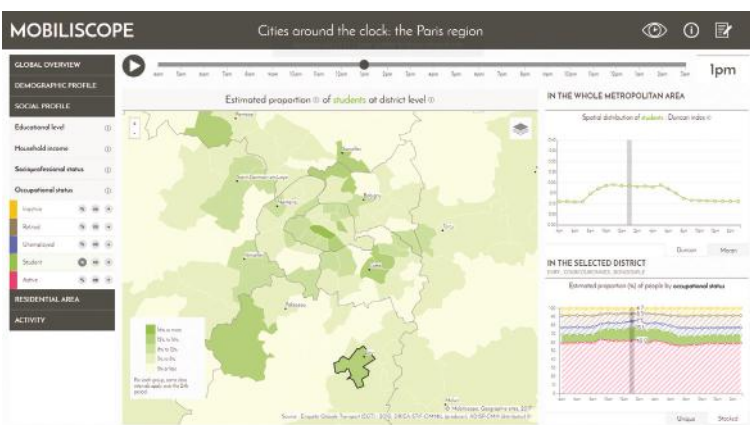
Le Mobiliscope

Suite à ce premier travail académique, un outil de géovisualisation a été développé afin de donner l'opportunité à un large public d'explorer les dynamiques quotidiennes d'une population ou d'un territoire donné au cours des 24 heures de la journée et d'approfondir les conclusions de travaux publiés par ailleurs. Cet outil appelé Mobiliscope est librement [accessible en ligne](#). Le Mobiliscope s'inscrit dans une démarche de science ouverte. Développé avec des technologies libres et open source, il est proposé sous licence libre (GNU GPL v3.0) et les scripts qui ont servi à son développement sont accessibles sur un [dépôt github](#).

Réponse : Les plus riches et ce, quelle que soit l'heure de la journée.

Question « Quand ? »

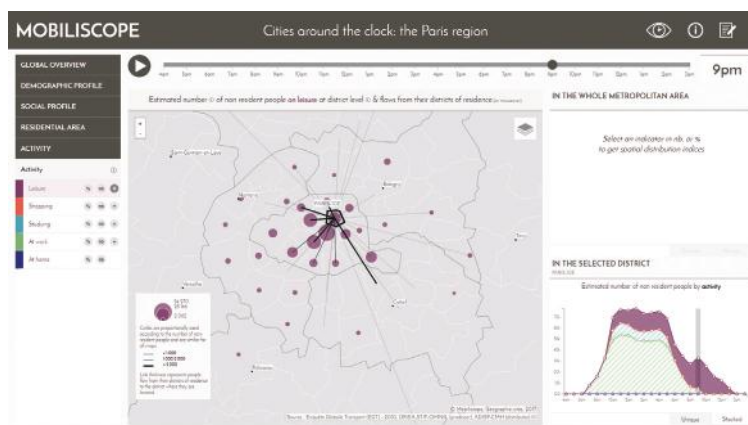
À quelle heure la proportion d'étudiants présents dans le secteur d'Evry-Courcouronnes-Bondoufle est-elle la plus élevée ?



Réponse : À 13h (avec 15,1 % de la population présente composée d'étudiants.)

Question « Quoi ? »

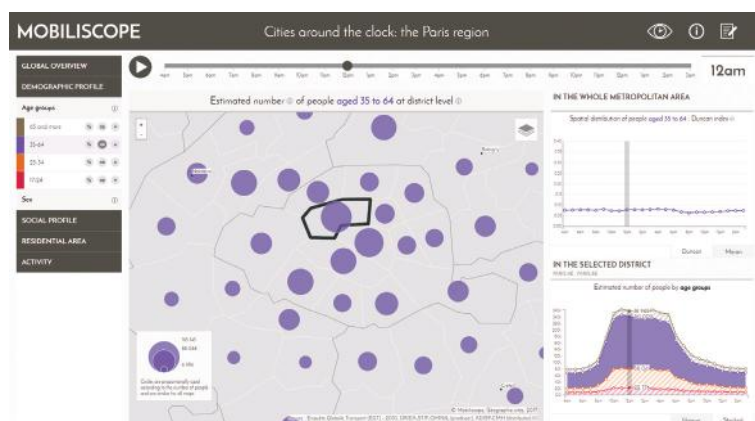
À 21h, quelle est l'activité qui est la plus pratiquée par la population non-résidente présente dans le 10^{ème} arrondissement de Paris ?



Réponse : L'activité de loisirs.

Question « Combien ? »

Par combien est multipliée la population des personnes de 35-64 ans présentes dans les 8ème et 9ème arrondissement entre minuit et midi ?



Réponse : Par 3.

Financées par le Labex Dynamite, les deux premières versions du Mobiliscope ont été développées en 2017 par Constance Lecomte et ne concernent que l'Île-de-France. Avec le soutien du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET), le Mobiliscope devrait être étendu fin 2018 à l'ensemble des villes françaises qui disposent d'Enquêtes Ménages/Déplacements.

Le Mobiliscope se compose d'un bloc indicateur à gauche, d'un axe temporel des 24 heures de la journée en haut, d'une carte centrale, et de deux graphiques sur la droite. L'interface est en anglais. L'axe de temps positionné en haut d'écran permet d'animer les données heure par heure. Dans le bloc indicateur (à gauche), l'utilisateur peut choisir d'afficher l'ensemble de la population présente ou bien de la qualifier selon son profil démographique (sexe et âge), son profil social (niveau d'éducation, catégorie socio-professionnelle, revenus du ménage et occupation professionnelle), son département de résidence et le type d'activité réalisée. Au centre de l'écran, la carte — qui suit le découpage des 109 secteurs de l'EGT — peut être affichée sous forme de cartes en stocks, en parts ou en oursins. Dans la partie droite de l'écran, le graphique du haut renseigne sur la distribution spatiale des groupes de population dans l'ensemble de la région Ile-de-France et le graphique du bas permet d'afficher des informations concernant plus spécifiquement le secteur sélectionné sur la carte.

Grâce à sa fonction d'animation heure par heure et à son interface interactive, le Mobiliscope permet ainsi d'explorer les rythmes quotidiens métropolitains en croisant des questionnements relatifs à l'espace (où ? dans quel secteur ?), au temps (quand ? à quelle heure ?), à la population (qui ? pour quel groupe de population ?) et à l'activité réalisée (quoi ? quelle activité ?). Il permet également de chiffrer les évolutions entre les différentes heures de la journée.

L'inscription spatiale des populations ne se réduit pas nécessairement à leur seul logement. De même, le contexte social d'un quartier ne se réduit pas au profil social des personnes qui y passent la nuit. C'est ce que le Mobiliscope se propose de donner à voir. En considérant la mobilité quotidienne des populations, chercheurs et décideurs peuvent alors non seulement envisager les dynamiques quotidiennes de la ségrégation sociale et des effets des lieux mais aussi faire coïncider les temporalités de l'action publique avec celles des populations et des territoires.

À noter

Le Mobiliscope a obtenu le troisième prix du concours géovisualisation et cartographies dynamiques dans le cadre du Salon de la géomatique, Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges (29 septembre - 1^{er} octobre 2017), ainsi que le premier prix du poster (interactif) de la conférence SAGEO (*Spatial analysis and GEOmatics*) à Rouen (6-9 novembre 2017).

► Références

Le Roux G., Vallée J., Commenges H. 2017, Social segregation around the clock in the Paris region, in *Journal of Transport Geography* 59 : 134-145.

Vallée J. 2017, Challenges in targeting areas for public action. Target areas at the right place and at the right time, in *Journal of Epidemiology and Community Health*, Vol 71 N° 10 : 945-946.

Vallée J. 2017, The daycourse of place, in *Social Science & Medicine*, Vol 194 : 177-181.

contact&info

► Julie Vallée,
Géographie-cités
julie.vallee@parisgeo.cnrs.fr

CAMPUS CONDORCET # PERSPECTIVES

Le Campus Condorcet accueillera le congrès mondial d'histoire économique – WEHC 2021



© Sérendicité, Campus Condorcet

En septembre 2016, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) a décidé de se porter candidate pour l'organisation à Paris en 2021, du *xix^e* congrès mondial d'histoire économique / *xixth World Economic History Congress* – WEHC 2021. Le comité exécutif de l'Association internationale d'histoire économique (*International Economic History Association*, IEHA) vient de rendre sa décision à la suite de plusieurs étapes de sélection tout au long de l'année 2017. Le jury a retenu la candidature de Paris, construite autour du Campus Condorcet, portée par Liliane Hilaire-Pérez, directrice d'études de l'EHESS, professeure d'histoire moderne (Paris 7), historienne des savoirs techniques, de la technologie, des marchés et de l'entreprise (Europe moderne).

Le 28 octobre 2017, trois équipes projet ont participé à la dernière phase de sélection du Congrès mondial d'histoire économique 2021 lors d'oraux organisés à Amsterdam : Ostrava, Oslo et Paris. C'est le projet français porté par l'EHESS et construit autour

du Campus Condorcet qui a été retenu par le comité exécutif de l'IEHA autour d'un objectif principal pour l'équipe projet : renforcer la visibilité de la recherche en histoire économique et le rayonnement des sciences sociales menées en France. L'EHESS est porteuse d'un héritage fort et vivant, en termes de dialogue entre les économistes, les historiens de l'économie et les sciences sociales, dans le sillage des Annales et de Fernand Braudel. Elle est aussi un lieu fédérateur qui rejoint pleinement les efforts de l'Association française d'histoire économique (AFHE) pour créer des synergies dans les recherches en histoire économique, qu'elles viennent des universités, à Paris et en région, de grands établissements comme Sciences Po, de fondations comme l'École d'économie de Paris-PSE ou d'organismes comme le CNRS ou l'Ined.

Le congrès mondial d'histoire économique 2021 sera également une manifestation d'ampleur permettant de promouvoir à l'international le Campus Condorcet, Cité des humanités et des sciences sociales, comme un haut lieu de la recherche française et internationale.

Jusqu'à présent, dix-sept Congrès mondiaux d'histoire économique ont été organisés dans le monde. Ces derniers constituent un forum mondial (1 500 participants à chaque réunion) pour les historiens de l'économie et un lieu essentiel de dialogue entre historiens et économistes. Un seul s'est tenu en France, à Aix-en-Provence, en 1962. Le congrès de 2012 s'est tenu à Stellenbosh (Afrique du Sud), celui de 2015 à Kyoto, le prochain aura lieu en 2018 à Boston (au *Massachusetts Institute of Technology*).

contact&info

- Claire O'Meara, Campus Condorcet
Directrice de la communication
claire.omeara@campus-condorcet.fr
- Philippe Vellozzo, EHESS
Directeur de la communication
philippe.vellozzo@ehess.fr
- Pour en savoir plus
<http://www.campus-condorcet.fr>

Devenir historien-ne

Méthodologie de la recherche et historiographie

Un carnet nommé Devhist



Le carnet *Devenir historien-ne* est un exemple de mise en application réussie des possibilités offertes par le format blog, en matière d'enseignement de la méthodologie de la recherche scientifique. Depuis sa création en 2011, il constitue un manuel en ligne (sous licence *Creative Commons by-nc-nd*) perpétuellement enrichi par de nouvelles contributions, qui abordent des questions méthodologiques mais aussi historiographiques.

L'objectif principal du carnet est en effet de proposer un espace de formation au métier d'historien, à destination des étudiants et doctorants. Il met ainsi à disposition de nombreuses notes méthodologiques pour les aider à construire leur objet (par exemple :

Comment (et pourquoi) écrire un projet de recherche ? ; De l'utilité des définitions provisoires) ; forger leur appareil critique (Que faire de Wikipédia ? ; Comment (et pourquoi) écrire un compte rendu de lecture ?) ou encore pour rédiger et soutenir leur mémoire ou leur thèse.

Cette richesse documentaire, que propose *Devenir historien-ne*, est notamment rendue possible grâce à la puissance du travail collaboratif. Sous la responsabilité de son rédacteur en chef, Émilien Ruiz, maître de conférence en histoire contemporaine à l'université de Lille, c'est en effet près de 45 *contributeurs* et *contributeuses* différents qui ont participé jusqu'à présent à la structuration du carnet, à travers la publication de plus de 130 billets. Cela se traduit par une grande diversité des approches et des thèmes proposés aux lectrices et aux lecteurs (*tourisme*, *rock*, *forêts*, *religion*...).

Au-delà de l'activité de veille et de partage de ressources méthodologiques, ce carnet fait également une véritable place aux réflexions historiographiques et épistémologiques, notamment sur la place de l'*engagement social de l'historien-ne*, de la *vulgarisation* ou encore de l'*écriture de l'histoire*.

Autant d'éléments qui font de *Devenir historien-ne* un centre de ressources incontournable, tant pour les historiens en devenir, que pour celles et ceux qui sont persuadés que ce métier n'a plus de secret pour eux/elles !

Céline Guilleux, Marion Wesely et François Pacaud

contact&info

► Émilien Ruiz,
IRHis

emilien.ruiz@univ-lille3.fr

► Pour en savoir plus

<https://devhist.hypotheses.org>

<http://www.openedition.org/9299>

contact&info

► François Pacaud
OpenEdition

francois.pacaud@openedition.org

► Pour en savoir plus

<http://www.openedition.org>

<http://cleo.openedition.org>

la lettre de l'InSHS

- **Directeur de la publication** François-Joseph Ruggiu
- **Directrice de la rédaction** Marie Gaille
- **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- **S'abonner / se désabonner**
- **Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS**
www.cnrs.fr/inshs
- **Retrouvez l'InSHS sur Twitter** [@inshs_cnrs](https://twitter.com/inshs_cnrs)

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243